

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 21 (2005)

Artikel: Le mouvement démocratique des étudiants (MDE)
Autor: Jeanneret, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520304>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE DES ÉTUDIANTS (MDE)

PIERRE JEANNERET

Écrire l'histoire du MDE : pourquoi ? comment ?

Né en 1956, dissous en 1964, le Mouvement démocratique des étudiants (MDE) a existé pendant neuf ans. Il n'a jamais regroupé, à Lausanne et Genève, plus d'une ou deux centaines de membres et de sympathisants. Son influence réelle sur la condition étudiante comme sur la vie politique en Suisse romande reste difficilement quantifiable.

Par ailleurs, l'étude du MDE présente de grandes difficultés : la principale d'entre elles tient aux limites floues entre les actions propres à cette organisation – au demeurant peu structurée – et celles relevant d'autres organisations de gauche (POP/PdT, Jeunesse progressiste, groupe Octobre maoïste, mouvances anarchiste ou trotskiste, Mouvement contre l'armement atomique de la Suisse, Marches de Pâques pacifistes, etc.), les militants de celles-ci et de celle-là étant souvent les mêmes... Je m'efforcerai donc, dans cet article, de me cantonner aux actions spécifiques du MDE, ne mentionnant les autres qu'en passant, si nécessaire.

Valait-il donc la peine de lui consacrer plusieurs mois de travail et une contribution écrite de cette ampleur, que d'aucuns jugeront disproportionnée par rapport à l'importance réelle du Mouvement ? J'y réponds clairement par l'affirmative, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord le MDE s'inscrit – comme nous le verrons – dans l'« histoire longue » des mouvements d'étudiants de gauche de l'après-guerre.

Il illustre parfaitement le paradigme sociologique de «génération» cher aux historiens. Ses membres (à quelques exceptions près) sont nés entre 1931 et 1941. Ils/elles ont donc un vécu similaire, dû notamment à la prégnance sur leur sensibilité du même contexte et des mêmes événements politiques internationaux : guerre froide, guerre d'Algérie, décolonisation. Bernard Antenen l'exprime fort bien dans ces quelques lignes : « J'eus vingt ans en 56 : trop tard pour connaître l'idéal de la Résistance, l'exaltation de la Libération et l'espoir fou d'un monde

nouveau, trop tôt pour l'irruption libertaire de 68. Le MDE naquit en 56, eut son apogée en 60-61, mourut en 64 : une nouvelle génération apparaissait, qui aurait vingt ans en 68¹. » Ce vécu commun a contribué à nouer entre ses membres de solides liens personnels d'amitié, voire sentimentaux et, dans d'assez nombreux cas, matrimoniaux ... même si ceux-ci furent souvent suivis de divorces².

L'engagement du MDE s'est opéré sur deux axes principaux (auxquels sera consacrée une part importante de cette étude). Si le premier d'entre eux, le «syndicalisme étudiant», est demeuré au stade de l'affirmation verbale militante, il est indéniable que la pression du Mouvement sur les grandes organisations officielles étudiantes (UNES³, AGE⁴) a concouru à une amélioration substantielle du système d'octroi des bourses, et donc à une relative démocratisation de l'accès aux études universitaires. Le second axe fut l'engagement très actif du MDE dans la dénonciation de la guerre d'Algérie, et du colonialisme en général. À côté de journalistes de la radio et de la presse écrite, il joua un rôle décisif, attesté par de nombreux témoins, dans la prise de conscience du «problème algérien». Sans lui, sans ses importants meetings du 1^{er} novembre (date commémorative du début du soulèvement du FLN en 1954), celui-ci fût resté plus longtemps ignoré de nos concitoyens, et notamment du milieu étudiant que le MDE a sorti de la léthargie.

Enfin le Mouvement démocratique des étudiants a été une école de militantisme et d'engagement politique: « Les gens entrent comme "élément large" et se gauchisent dans le MDE⁵. » Cette formation a pu revêtir un caractère pratique et concret : comment mettre sur pied une conférence, un meeting, un cortège, une campagne d'information, une « action directe » contre la projection d'un film détestable, etc. ? Aspect organisationnel non négligeable certes, mais qui me semble secondaire, même si de nombreux membres du MDE occuperont ulté-

1. Lettre de B. Antenen à l'auteur, juillet 2004.

2. Annie Kriegel, qui est passée personnellement par là, a fait dans *Ce que j'ai cru comprendre* (Paris : Laffont, 1991) de pertinentes remarques sur ces expériences conjugales juvéniles et militantes, qui se soldèrent fréquemment par des échecs.

3. Union nationale des étudiants suisses, fondée à Zurich en 1920. Les différentes AGE de Suisse (voir note suivante) constituaient l'UNES. Dans les années 50, et surtout après les événements de Hongrie, celle-ci adopta des positions très anticomunistes.

4. Association générale des étudiants. L'adhésion à cette organisation officielle était obligatoire pour les étudiants des Universités de Lausanne et Genève. Tous les membres du MDE faisaient donc partie de l'AGE et pouvaient y exercer une influence, en infléchir la politique. Par exemple, Gilbert Delacrétaz fut rédacteur en chef des *Voix universitaires (VU)*, l'organe bimensuel de l'AGE lausannoise, en 1956-57. Plusieurs membres du MDE y placèrent des articles. Le journal de l'AGE genevoise était *Action étudiante*, qui tirait à 10 000 exemplaires environ et dont Jean-Claude Bührer, très actif dans le MDE, fut rédacteur en chef adjoint.

5. Entretien avec Sylvain Goujon, 11 décembre 2002.

rieurement des fonctions importantes dans diverses formations politiques et tireront profit de cette expérience acquise : Raymond Berthoud au POP, avec Anne-Catherine Menétrey-Savary que l'on retrouvera plus tard chez les Verts, et Olivier Pavillon qui passera à la LMR ; Yvette Jaggi dans le Parti socialiste ; Francis Thévoz au POP puis au Parti radical. D'autres deviendront des figures connues dans le monde du journalisme (Olivier Centlivres, Gérard Delaloye, Jean-Claude Buhrer au *Monde*; Gérald Mury à la TVSR); dans celui de la philosophie, des lettres ou des arts (le sartrien Michel Contat, Roland Jaccard, les écrivains Anne Cuneo ou Janine Ehinger-Massard, les historiens Philippe Schwed ou Sylvain Goujon, le spécialiste de l'Art Brut Michel Thévoz, les peintres Pierre Schneider (Pietro Sarto) et Emilienne Farny, Lova Golovtchiner du Théâtre Boulimie). D'autres encore feront une carrière académique remarquée : Jean-Claude Favez, qui deviendra recteur de l'Université de Genève ; Jean-Claude Thönig, professeur de sociologie à Paris ; André Donneur au Canada. Enfin un Bernard Bertossa laissera un nom comme procureur de la République et Canton de Genève. Est-il besoin de préciser que cette liste n'est pas exhaustive ? Quel qu'ait été leur parcours ultérieur, et même si certains tourneront politiquement casaque, je suis persuadé que leur engagement dans le MDE a été un élément constitutif de leur personnalité. Presque tous parvenus aujourd'hui à l'âge de la retraite professionnelle, étape où l'on dresse volontiers un bilan de vie, ils sont rares à renier cet apport décisif du MDE dans leur évolution intellectuelle.

Au-delà de ses prises de position et actions sur les plans politique, social, culturel, le Mouvement démocratique des étudiants a été – on l'a vu – une histoire de relations humaines fortes. Cette contribution l'est aussi. L'on voudra bien me permettre quelques considérations personnelles sur les circonstances et les modalités de sa rédaction.

J'avais brièvement évoqué l'histoire du MDE dans *Popistes* (pp. 139-141), grâce aux témoignages de plusieurs de ses membres passés au POP. Se reconnaissant dans cette courte synthèse, Sylvain Goujon et Bernard Antenen prirent contact avec moi et m'apportèrent les archives du Mouvement, en décembre 2002. Celles-ci, rassemblées par Gérard Delaloye, sommairement inventoriées et déposées dans le Fonds AEHMO (Département des manuscrits/BCU Lausanne-Dorigny), remplissent deux « cartons à bananes » : correspondance, PV de séances du comité et d'assemblées générales, listes de membres et sympathisants, circulaires, coupures de presse, collection complète du *Bulletin du MDE* et numéros isolés d'autres organes universitaires, dossiers de la Police fédérale, etc. Après dépouillement de ces archives, j'ai établi une chronologie détaillée de l'histoire du MDE, et une liste de membres assortie de brèves notices bio-

graphiques⁶. En l'absence, à ce jour, d'étude accessible spécifiquement consacrée au MDE, ce long travail préparatoire sur des données factuelles m'est apparu comme le préalable nécessaire à une étude thématique⁷. Les archives du Mouvement présentent cependant d'importantes lacunes, la principale étant leur caractère exclusivement lausannois. Le recours à l'histoire orale s'avéra donc nécessaire : il n'était pas pour me déplaire⁸. Des contacts réguliers avec plusieurs membres du MDE ont eu lieu tout au long du processus, jusqu'à la version finale de cette contribution. Qu'ils/elles soient remerciés ici pour l'apport décisif que leurs témoignages, leurs notes complémentaires et leurs remarques critiques ont apporté à mon texte !

Je dois préciser que je n'ai pas, moi-même, connu le MDE de l'intérieur. Entré « trop tard » à l'Université de Lausanne, en 1963, je n'y ai entendu que d'épisodes allusions à un mouvement qui était nettement sur le déclin. Cette situation permet la distance critique. En revanche, j'ai vécu une atmosphère étudiante centrée sur la Cité – avec son Ancienne Académie de 1537, son Foyer Restaurant Universitaire (FRU) où l'on se retrouvait à midi, ses bistrots et autres lieux de rencontre – fort semblable à celle qu'avaient connue les militants du MDE. Tout cela allait changer quelques années plus tard avec le déménagement de l'Université à Dorigny, dont Anne Cuneo a fort bien défini le caractère plus bureaucratique, et sans doute plus studieux : « On y va comme à l'usine et on en repart après avoir fait ses heures⁹. » Par ailleurs, élevé dans un milieu « de gauche » lié au POP, j'ai été sensibilisé très tôt (voire bouleversé) par les témoignages que je pouvais lire dans la *Voix Ouvrière* sur la guerre d'Algérie et la torture qui s'y pratiquait. Quant à la *Gazette de Lausanne*, à laquelle mes parents étaient également

6. J'ai finalement renoncé à mon intention initiale de publier cette liste, établie à usage interne comme instrument de travail, et cela pour quatre raisons : 1) Peu formaliste, le MDE n'a jamais disposé d'un fichier rigoureux de ses membres, qui par ailleurs sont difficiles à distinguer des sympathisants. 2) Le passage de certaines personnes par le MDE a souvent été météorique ; l'essentiel de leur activité militante, académique, artistique, etc., qui justifierait une notice biographique, s'est donc fait en dehors de leur période MDE. 3) Nombre de renseignements qui m'ont été utiles pour saisir l'«âme» du Mouvement appartiennent à la sphère privée et ne sont donc pas publiables. 4) Enfin, eu égard aux brefs renseignements biographiques donnés dans le corpus du texte, ces notices auraient été souvent superfétatoires.

7. Il semble qu'un mémoire à l'Université de Fribourg ait été consacré au MDE vers 1990-95, mais je n'ai pu mettre la main sur cette étude.

8. Cf. Archives filmiques de la Ville de Lausanne, Fonds Pierre Jeanneret P 264. Parmi les personnes interviewées en vidéo, des militants du MDE : R. Berthoud, O. Pavillon, S. Goujon. Pour le MDE genevois, le témoignage de Jean-Claude Buhrer a été déterminant (entretien à Lausanne le 24 mai 2005).

9. Anne Cuneo, *Le temps des loups blancs*, Vevey : éd. Bertil Galland, 1982, p. 203. Dans ce récit autobiographique, l'auteur raconte son enfance, sa jeunesse, sa vie étudiante et personnelle jusqu'à son départ à Zurich en 1961.

abonnés, elle contenait les articles magistraux de Charles-Henri Favrod, qui jouèrent un rôle éminent dans l'éveil des consciences au conflit algérien. Ces deux facteurs permettent l'empathie, nécessaire à un travail sur une formation comme le MDE.

Les précurseurs ou la « préhistoire » du MDE

Deux formations peuvent être considérées comme les ancêtres du MDE lausannois : le Groupe d'études sociales et les Etudiants progressistes.

Tout est parti de l'Ecole de Commerce où René Berger (plus tard directeur du Musée des Beaux-Arts de Lausanne et historien d'art de grande renommée) donnait un cours sur les surréalistes, ce qui n'allait pas de soi à l'époque. Cet éveilleur d'idées réussit à susciter un véritable enthousiasme intellectuel chez ses élèves, qui rivalisaient d'émulation dans leurs exposés scolaires : si André Benz manifestait son admiration sans faille pour Aragon, qui publiait alors l'hebdomadaire littéraire du Parti communiste, *Les Lettres françaises*, Jean-Claude Wagnières lui donnait la réplique en parlant du trotskiste Breton, «ce grand poète». On les retrouvera plus tard à l'assemblée de fondation du MDE. Citons encore les noms de François Berney, Gilbert Froehly, Anne-Marie Jaquet et Robert Liaudet.

C'est ce groupe de l'Ecole de Commerce qui fut, en 1949, à la base de la création du Groupe d'études sociales (GES) à l'Uni de Lausanne. C'était, formellement, un cercle de discussion, le règlement interdisant alors toute activité politique à l'intérieur de l'alma mater. Ce qui lui permettait d'afficher à l'intérieur de celle-ci, privilège qui sera refusé aux mouvements ultérieurs. Le GES regroupait les précités, d'autres Suisses et des étrangers. Selon une confidence faite à Sylvain Goujon par André Benz, le GES fut en réalité mis sur les rails par des étudiants communistes des USA, venus étudier la médecine à Lausanne pour échapper aux difficultés politiques et universitaires dans leur pays (maccarthysme, « numerus clausus »: la plupart étaient juifs¹⁰). Comme ils n'avaient pas le droit de se manifester politiquement en Suisse, «ils nous mirent, dit Benz, nous les petits Suisses, en avant.»

À partir du GES furent fondés en 1951 les Etudiants progressistes (EP), dont les statuts indiquaient que leurs buts étaient: 1) « de défendre la paix » (ce qui était tout à fait dans la ligne du mouvement communiste mondial et de l'appel de Stockholm); 2) « d'intéresser les étudiants à la politique », élément que l'on

10. Sur cet antisémitisme diffus aux Etats-Unis, lire Philip Roth, *J'ai épousé un communiste*, Paris, Folio, 1998.

retrouvera dans le document *Positions du MDE* de mai 1960: « Le MDE entend également susciter chez les étudiants un intérêt véritable pour les problèmes fondamentaux qui se posent en Suisse et dans le monde. » Les EP, qui n'ont jamais rassemblé plus d'une trentaine de membres, étaient animés par des militants du POP¹¹. Leur « travail d'agitation dans l'opinion étudiante », dans une optique ouvertement marxiste (au sens où l'entendait le mouvement communiste des années 50), en faisait une organisation au poids idéologique fort. Cet aspect distingue le GES et les EP du futur MDE.

On ne peut passer sous silence l'aventure de la revue *Alambic*, lancée par un groupe de copains du Gymnase de la Cité, en 1953-54. La figure centrale en était Gilbert Delacrétaz (un garçon au tempérament de leader). Avec lui, Bernard Antenen, Antoine Martin, François Leuba, André Besson. Cette équipe de gymnasien en pleine effervescence rimbaudienne et dadaïste, à la découverte de l'art et de la littérature, avait fondé un groupe théâtral, Les Baladins, qui se produisit avec des succès divers dans des soirées de chœurs, à l'Hôpital de Cery ou au pénitencier de Bochuz... Quant à la revue, tirée à 2000 exemplaires, avec presque autant d'invendus, elle ne connut que deux numéros. Mais des liens s'étaient forgés, une préoccupation culturelle commune et un même rejet du conformisme et des religions officielles unissaient ces jeunes gens, qui rejoindront en 1956 le MDE naissant.

Mentionnons enfin l'éphémère revue *Clartés* (3 numéros seulement, mars-mai 1955) de Nils Andersson, qui sera très proche du MDE dans leur soutien commun à la cause de la révolution algérienne. Cette revue, qui voulait également éveiller la conscience politique et culturelle des jeunes, rassemblait une constellation de rédacteurs de gauche. Parmi eux : André Benz, Georges Haldas, Freddy Buache, Walter Weideli, Sylvain Goujon, Roland Barthes, Jean-Luc Seylaz. On y trouve un certain nombre de thèmes qui seront repris par le MDE: le théâtre populaire, la menace du réarmement allemand ou celle des armes atomiques.

Entre le G.E.S., les E.P., *Alambic*, *Clartés* et le MDE, pas de véritable filiation donc (un détail révélateur : les E.P. vendaient *Les Lettres françaises* liées au PCF, le MDE *France-Observateur* devenu plus tard *Le Nouvel Observateur*), mais des affinités et un fil conducteur : la présence de quelques personnalités qui figureront, suivant leur âge, soit parmi les «vieux», soit parmi les «jeunes» du Mouvement démocratique des étudiants.

11. Sur les Etudiants progressistes, voir P. Jeanneret, *Popistes. Histoire du Parti ouvrier et populaire vaudois 1943-2001*, Lausanne : Ed. d'en bas, 2002, pp. 354-355.

Naissance du MDE et brève chronologie

La fondation du MDE coïncide en effet à la fois avec l'accession aux études universitaires d'une nouvelle génération d'étudiants, et avec les espoirs (vite déçus par la répression de l'insurrection hongroise) qu'avait soulevés le Rapport de Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS (février 1956). Sa première réunion eut lieu dans la petite salle lausannoise du Carnotzet, un bistrot aujourd'hui disparu de la rue St-François, en mars 1956, à une date qu'il est difficile d'établir avec précision. Sur les motivations du nouveau Mouvement, laissons la parole à Bernard Antenen: la naissance du MDE « correspond à l'entrée à l'Uni d'une nouvelle volée d'étudiants issus du Gymnase classique (Gilbert Delacrétaz, Antoine Martin, François Leuba, André Besson, Marc Bolens et moi-même) peu satisfaits du monde tel qu'il leur était proposé (le péril nucléaire, la guerre d'Algérie et la torture, la négation des droits de l'homme aux USA, l'instauration de l'apartheid en Afrique du Sud...), supportant mal ce mélange d'autosatisfaction béate ("y en a point comme nous!"), de mauvaise conscience et de frilosité qui caractérisait ce que l'on appelait le "malaise suisse", le Tout-Etat radical vaudois, l'Université planant dans les nuages. Nous étions résolus à répandre la contestation dans le milieu étudiant, mais nous jugions les Etudiants progressistes trop sectaires, d'autant plus que l'avènement de Khrouchtchev allait débarrasser le monde communiste des scories stalinien...¹² » Malgré la phrase qui précède, il faut relever que plusieurs membres des E.P. – ceux qui étaient encore aux études – participèrent à la fondation du MDE : parmi eux André Benz, Bernard Henry, Sylvain Goujon, Jean-Claude Wagnières, Pierrette Blanc. Le MDE comptait à ses débuts moins d'une vingtaine d'étudiants, presque tous des Vaudois, surtout des «lettreux». Notons la présence active de jeunes filles : Nicole Bürli [de Perrot], Anne-Lise Cuneo, Janine Massard [Ehinger], Yvette Jaggi, Arlette Roth, Anne-Catherine Savary [Menétrey], Anne-Marie Jaquet (dite Trésor, « hommage à son intelligence rebelle et à son charme » selon S. Goujon), Teddy Inaebnit [Contat], Marie-Thérèse Straggiotti [son mari Daniel Vernet sera plus tard rédacteur en chef du journal *Le Monde*], ses sœurs Joëlle [Stagoll] et Michelle [Centlivres], et bien d'autres... Cette forte présence féminine distingua le MDE des sociétés d'étudiants traditionnelles « portant couleurs », exclusivement masculines, voire misogynes. On observe toutefois que plusieurs bellettriens seront membres du Mouvement ou proches de celui-ci : Sylvain Goujon, François Pfister, Gaston Cherpillod, Francis Thévoz, Jacques Chessex, Richard-Edouard Bernard, André Duvoisin, Bernard Vouga, Pierre Noyer, Michel Gaggio (liste non exhaustive).

12. Lettre de B. Antenen à l'auteur, juillet 2004.

De la Société de Belles-Lettres, ils avaient sans doute hérité l'esprit critique et le goût du débat intellectuel.

Parcourons maintenant à grandes enjambées les neuf années d'existence du MDE. Il sera utile d'avoir à l'esprit ces éléments factuels et chronologiques pour mieux comprendre l'étude thématique qui suivra.

Comme on l'a vu, les thèmes du syndicalisme étudiant et de la démocratisation des études furent constitutifs du MDE. La mobilisation de celui-ci joua un rôle important dans la rédaction en 1957, par le bureau de l'AGE, du *Manifeste de Grenet*, charte des revendications étudiantes, notamment en matière de bourses d'études, qui eut une grande répercussion.

Quelques mois après la fondation du MDE à Lausanne, l'insurrection hongroise, les questions qu'elle posait et l'atmosphère anticomuniste qui suivit mirent quelque peu en veilleuse le Mouvement. Il se relança cependant dès 1957 : signalons notamment un débat au FRU, avec la participation de Georges-André Chevallaz et de son contradicteur Samuel Chevallier, auteur avec Jack Rollan des initiatives pour la réduction des dépenses militaires. Les archives révèlent diverses autres activités: conférences sur la démocratisation de l'enseignement ; débat critique sur les projets urbanistiques liés à l'Expo nationale de 1964 ; participation de B. Henry et B. Antenen, comme délégués du MDE avec statut d'observateurs, au Congrès étudiant pour la Paix à Prague, organisé par l'UIE¹³; début du soutien à la cause algérienne, etc.

Mais c'est bien l'année 1960 qui fut celle de la « 2^e naissance » du MDE lausannois (décidée en 1959 lors d'une journée champêtre et festive à Riex). Le Mouvement démocratique des étudiants sera extrêmement actif aussi en 1961. Ces deux années constituent incontestablement son âge d'or. La multiplication des rapports de police atteste cette relance, due sans doute en partie à l'arrivée de militants nouveaux, en 1958 et 1959, qui allaient donner au MDE une impulsion décisive. Parmi eux René Schnorff, Olivier Pavillon, Raymond Berthoud¹⁴,

13. Union Internationale des Etudiants, fondée à Prague en 1946. Comme la FMJD (Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique), elle devint rapidement une organisation satellite du Kominform. En réaction, la Conférence internationale des étudiants (CIE) fut fondée à Stockholm en 1950 avec les organisations étudiantes de l'Ouest, dont l'UNES. Cf. Jean-Luc Perret (président de l'AGE) et Michel Renaud, «Petite histoire des organisations internationales d'étudiants», *VU*, No 6, mai 1961, pp. 4-5.

14. Cependant Berthoud et Pavillon partent en 1962 pour la Guinée-Conakry, Anne Cuneo quitte Lausanne pour Zurich en 1961. Cette même année, Bernard Antenen défend son mémoire de licence et va enseigner en Bulgarie. Le MDE a donc été confronté au problème spécifique de toutes les organisations de jeunesse et étudiantes : le passage de leurs adhérents à la vie active, avec le renouveau constant que ce phénomène implique. Le caractère fluctuant des listes de membres (approximatives) du MDE rend l'étude de ce dernier plus ardue encore.

Philippe Schwed, Gérald Mury, Anne Cuneo, Serge Wintsch. Mais la relative détente internationale, perceptible dans le voyage de Nikita Khrouchtchev aux Etats-Unis en 1959 (malgré les graves crises ultérieures de 1961-62 : le Mur de Berlin puis l'affaire de Cuba) et l'apparition au premier plan des problèmes liés à la décolonisation me paraissent constituer d'autres éléments d'explication de ce renouveau. Un fait majeur : si le syndicalisme étudiant et la démocratisation des études demeurent des thèmes essentiels du MDE, la dénonciation du colonialisme et surtout de la guerre d'Algérie passe au premier plan. Le grand meeting sur l'Algérie du 1^{er} novembre 1960 à la salle des XXII Cantons en est le point d'orgue. Mais on relèvera aussi par exemple, pour les années 1960-61, l'organisation de nombreuses conférences : sur la Nouvelle Gauche neuchâteloise¹⁵, le théâtre de Bertolt Brecht, les interprétations historiques de la Révolution française, les problèmes d'urbanisme; des séminaires de réflexion sur la neutralité suisse, sur l'art moderne; un cours sur la «pensée socialiste contemporaine»; la participation du MDE au Mouvement contre l'armement atomique de la Suisse; enfin et surtout l'attention prêtée à l'Afrique noire en voie de décolonisation ou en lutte pour celle-ci, qui amena des rapports étroits avec des étudiants africains en Suisse. C'est ainsi que le MDE organisa en 1961 – après la mort brutale de Lumumba – un grand meeting anticolonialiste. Un représentant de la FEANF (Fédération des étudiants de l'Afrique noire en France), avec laquelle s'étaient tissés de solides liens personnels, y parla de la situation au Congo.

C'est cette même année 1961 que fut créé le MDE de Genève, plus tardivement donc qu'à Lausanne, et dans les circonstances suivantes : lors d'un cours du professeur Piaget, Jean-Claude Buhrer avait rencontré des étudiants qui, selon ses propres termes, « se plaignaient du désert politique qui régnait à l'Université ». Parmi eux, Maya Surduts (aujourd'hui porte-parole des mouvements féministes à Paris), Jean-Claude Thönig, Eric Jeanneret (un protestant engagé), Jean-Noël Du Pasquier et Marco Polli (connu pour son engagement dans les syndicats d'enseignants genevois), qui peuvent être considérés comme les fondateurs de la section. Les premières réunions, encore informelles, au Centre universitaire catholique, visaient à « sortir les étudiants de l'Université de Genève de leur torpeur intellectuelle et de les mobiliser » (Jean-Claude Buhrer). Ayant appris qu'un mouvement similaire existait à Lausanne sous le nom de MDE, ils prirent tout

15. La Nouvelle Gauche Socialiste neuchâteloise (1958-1963) regroupait des membres et sympathisants du POP (notamment René Meylan, Yves Velan, Blaise Duvanel, Pierre Hirsch) qui s'étaient distancés du Parti suisse du Travail après Budapest, mais qui refusaient d'entrer dans un PS qui n'avait pas rompu avec la SFIO de Guy Mollet et sa politique algérienne. Elle constituait une éphémère «troisième voie», similaire au PSU de Michel Rocard, qui pouvait séduire certains membres du MDE.

naturellement le même. La première réunion publique – qui marque l'acte de naissance du MDE genevois – eut lieu le 9 février 1961 au Café Lyrique de la Place du Cirque.

Entre février 1960 et mai 1963 furent publiés les 12 numéros du *Bulletin du MDE* lausannois (tirage moyen de 550 exemplaires), qui constituent une source particulièrement importante pour l'historien. La section de Genève, en revanche, ne disposa jamais d'une publication régulière.

Dès fin 1962, le Mouvement s'essouffle. Cette année-là est marquée aussi par la pénétration des idées trotskistes dans le MDE. Les journaux *L'Internationale* et *Quatrième Internationale* sont vendus à la Librairie Rieben aux Escaliers-du-Marché et diffusés par S. Goujon. Pierre Frank (de la IV^e Internationale) fait une conférence sur le conflit Chine-URSS. Ce facteur a certainement facilité l'action ultérieure du trotskiste Charles-André Udry dans le POP, qui aboutira en 1969 à une série d'exclusions, de démissions et à la fondation de la Ligue marxiste révolutionnaire. Or quelques ex-membres du MDE – en particulier Olivier et Suzanne Pavillon, Anne Cuneo – seront très actifs dans la LMR.

En 1964, le MDE participe encore à la Marche de Pâques (contre l'armement atomique). Le 9 mars, il vote sa dissolution.

L'essoufflement puis la disparition du MDE lausannois s'expliquent par la conjonction de plusieurs facteurs :

- Les départs (entrée dans la vie professionnelle ou expatriation) de militants qui avaient joué un rôle important dans l'organisation et le rayonnement du MDE.
- La fin de la guerre d'Algérie, qui provoque une certaine démobilisation.
- L'apparition, suite à l'introduction des bourses d'études, d'une nouvelle génération d'étudiants – surtout en sciences sociales et politiques – plus attirés par le syndicalisme étudiant que par la politique. Ils créent en 1962 l'ASU (Action syndicale universitaire). Parmi eux, on trouve notamment Marlyse Bachmann [Pietri], qui fondera les Editions Zoé.
- Le fait que les membres «pro-bolcheviks» redynamisent les Jeunesses progressistes, liées au POP jusqu'à la crise de 1969 qui verra leur éclatement, une partie restant fidèle au parti, une autre rejoignant la LMR, une troisième adhérant à Rupture maoïste.
- La fondation par Udry, Baynac, Delaloye, Raymond George et d'autres, du CDES (Centre d'études et de documentation socialistes), conçu comme une espèce de groupe de pression sur les divers groupes existants. À Lausanne, les mêmes militants organisent le GEM (Groupe d'études marxistes) qui connaît en 1964-65 un vif succès : les cours de formation attirent jusqu'à 50 personnes par séances, et Udry reprendra ce programme à la LMR.

– La scission Moscou-Pékin qui provoque des drames jusqu'au sein du MDE. Les pro-chinois (Andersson, Bernard Henry, Elisabeth et Gilbert Etienne, le couple Ehinger, etc.) s'organisent de leur côté, c'est la rupture : «nous perdons tout contact, nous ne nous saluerons plus pendant 20 ou 30 ans !», témoigne Gérard Delaloye¹⁶.

– Les socialistes s'organisent aussi. Si la Jeunesse socialiste relancée par Yves Guisan ne rencontre qu'un médiocre succès, la fondation en octobre 1963 du périodique *Domaine Public* par Yvette Jaggi, André Gavillet, Marx Lévy, etc., est une réussite.

Ce ne sont là que quelques pistes, dont l'étude demanderait une investigation plus poussée. Je serais heureux que cette contribution suscite des travaux universitaires plus pointus.

Plutôt que d'une disparition du MDE lausannois, il vaudrait donc mieux parler de son éclatement entre les diverses tendances de la gauche, dans lesquelles la plupart de ses membres continueront à militer.

Quant à la disparition (ou plutôt à la mutation) du MDE genevois, elle s'explique, elle, par la raison suivante : comme à Lausanne, certains militants estiment que le Mouvement fait trop dans « l'international » et qu'il faut le recentrer sur le syndicalisme étudiant (qui avait été sa préoccupation première à ses origines). D'où la création, en avril 1962, de l'Action syndicale universitaire. Quant aux « politiques » qui veulent poursuivre leur activité, ils créent, le 27 juillet 1962, le Rassemblement des étudiants de gauche. Notons que de nombreux étudiants seront membres et de l'une et de l'autre de ces deux associations, toutes deux nées du MDE. N'ayant, dès lors, plus sa raison d'être, ce dernier décida sa dissolution.

Statuts et programme

Le MDE est une association au sens du Code Civil Suisse. Les Statuts – adoptés à l'unanimité par l'AG du 2 octobre 1960 – ne se distinguent guère de ceux d'autres associations similaires: rôle de l'AG, du comité, statut de membre, cotisations, etc. Seul l'art. 1 mérite d'être cité : « Le Mouvement démocratique des étudiants (MDE) s'efforce de grouper les étudiants de gauche de Lausanne. Il n'est l'émanation ni d'un parti, ni d'une organisation politique quelle qu'elle soit. Son activité est politique et culturelle. »

La cotisation fut instituée pour la première fois pour le semestre d'hiver 1959-60 : 2.50 fr. par semestre, puis 4.- en 1960 et 6.- en 1961. À titre de comparaison,

16. Lettre à l'auteur, 13 mars 2005.

deux chiffres liés à la vie étudiante : en 1961, un repas au FRU coûte 1.90 fr., un café, 55 centimes ; un yogourt à la Migros, 25 c. ; le montant des dépenses mensuelles d'un étudiant à Lausanne (chambre, repas, etc.) est évalué entre 350 et 400 fr¹⁷.

Le programme du Mouvement est contenu, en des termes similaires, dans plusieurs documents. Il apparaît, sous sa forme la plus synthétique, dans *Positions du MDE* de mai 1960. L'article 1 précité des Statuts y est repris. On relèvera les lignes suivantes : « Toutes les tendances de la gauche peuvent y coexister, s'y confronter, sans monopole idéologique d'aucune sorte. Sans cacher les divergences qui peuvent les séparer, les membres du MDE mettent en avant les principes et les objectifs qui les unissent. » Si l'exorde est politiquement «œcuménique», les éléments concrets du programme se confondent avec celui du POP, dans lequel R. Berthoud et O. Pavillon, alors président et secrétaire du MDE, entreront en 1961-62.

Sur le plan national, le MDE met en effet l'accent sur les points suivants :

- « La revalorisation de la notion et de l'application de la neutralité par une politique active au service de la coexistence.

- La refonte de la structure fédéraliste du pays par la centralisation dans les domaines économique, politique et social.

- L'amélioration de la situation matérielle du monde du travail, son émancipation sociale, par la participation à la gestion économique du pays ; l'accès aux études supérieures et à la culture» ainsi que «la création d'une véritable sécurité sociale.

- L'émancipation politique, économique et sociale complète de la femme.

- La séparation de l'Église et de l'État.

- La réduction massive des dépenses militaires. »

Sur le plan international :

- « La coexistence pacifique de tous les peuples.

- La libération complète, l'émancipation et le développement des pays colonisés ou ex-colonisés et la disparition de toute forme de racisme.

- L'arrêt des expériences nucléaires et le désarmement général. »

Le MDE accorde une place importante à la culture.

Un autre document (*Projet de programme* de 1960) met l'accent sur la démocratisation de l'enseignement. Nous reviendrons sur ces deux points.

17. Chiffres contenus dans une lettre du MDE à l'Union Nationale des Etudiants du Kamerun en France, 13 octobre 1961. La graphie Kamerun (et non Cameroun) exprimait la revendication de réunification du pays (le Kamerun de la colonisation allemande), dépecé en 1916 et partagé entre la France et l'Angleterre, qui en intégra la région Ouest au Nigéria.

Implantation cantonale et locale

Hors de Lausanne, le MDE n'a existé qu'à Genève, et relativement tard, comme on l'a vu. Malgré quelques actions dignes d'être remémorées, il n'y a jamais connu l'importance qu'il a revêtue dans le canton de Vaud. Remarquons en passant que les liens entre les deux sections restèrent assez lâches (réunions en commun tous les deux ou trois mois) et furent marqués par les habituels tiraillements générés par la vieille rivalité – ou antipathie – entre Genevois et Vaudois... On ne s'étonnera donc pas que l'essentiel de cette contribution soit consacré au MDE lausannois¹⁸.

Son vivier était la Faculté des Lettres, d'où venait la grande majorité de ses membres. Quelques-uns, cependant, étaient issus de la Faculté de Droit (Antoine Martin), des Sciences sociales et politiques (Bernard Henry, Marie-Anne Inderbitzin), des HEC, ou faisaient Médecine : Edouard de Perrot, Francis Thévoz, Etienne Gubéran et Jean-Pierre Guignard (les deux derniers seront plus tard les piliers de la Centrale sanitaire suisse et d'Aide au Vietnam). On trouvait aussi quelques étudiants de l'Ecole polytechnique (EPUL), essentiellement en architecture, section à la vocation traditionnellement critique, surtout en ces années de boom économique qui virent la floraison de hideuses « cages à lapins » de béton : parmi eux, Gilbert Etienne ; Pierre Noyer, Gabriel Dupasquier et François Pfister, accompliront au début des années 60 une mission d'urbanisateurs à Conakry.



François Pfister, Roger Rickenmann, Bernard Vouga, Christian Sulser, Paule, Sylvain Goujon, Saïd, Lavizzari, Marx Lévy et quelques autres. DR.

18. Pour ne pas surcharger le texte, je n'ai pas indiqué à chaque fois les adjectifs « lausannois » ou « genevois ». Sans mention particulière, il s'agit du MDE de Lausanne.

À Genève, le recrutement se faisait essentiellement en Sciences économiques et sociales. Mais on trouvait aussi des « lettreux », des étudiants en Sciences et en architecture. Seuls André Donneur et Jean-Claude Buhrer venaient de l'Ecole des Hautes Etudes Internationales (HEI). Leur engagement politique, qui ne correspondait guère à l'esprit de la « maison », leur valut des ennuis avec le professeur Jacques Freymond : il estimait que celui-ci pouvait porter préjudice à sa prestigieuse institution.

Le MDE lausannois disposait d'un local de réunion à la rue St-Laurent 29 : une chambre d'un appartement bon marché. Lieu quasi emblématique puisque l'une des autres pièces était occupée par un étudiant algérien, Memmi, membre clandestin du FLN ; une autre par Gérard Delaloye puis par un étudiant français, Jean-Claude Girardin, « insoumis » de la guerre d'Algérie. Ce local favorisa la constitution d'archives, des réunions régulières, et le téléphone permit à la police d'en savoir plus sur le MDE...

Est-il besoin de dire, en effet, que le Mouvement démocratique des étudiants fut l'objet d'un fichage particulièrement zélé ? La Police de sûreté vaudoise prenait très au sérieux « cette organisation noyautée par des éléments d'extrême-gauche très actifs et dangereux »¹⁹ et surévaluait singulièrement son audience politique. Certaines exégèses policières prêtent à sourire : ainsi, il suffit à Jean Antonioli, médecin et ancien des Jeunesses Progressistes, d'écrire dans le *Bulletin du MDE* n° 7 un article sur le film *Mère Jeanne des Anges* du Polonais Kawalerowicz pour que les pandores jugent utile de «ne pas perdre son comportement futur de vue». N'oublions pas, cependant, que ce fichage systématique eut souvent pour les intéressés des conséquences désagréables : par exemple des interdictions professionnelles « à la vaudoise », n'apparaissant jamais *expressis verbis*, qui obligèrent Schwed, Goujon et plus tard Antenen, malgré leurs études de Lettres effectuées à Lausanne, à partir enseigner à Genève, d'esprit plus libéral (c'était le début de «l'ère Chavanne » dans ce canton). Il suffisait de figurer sur la fameuse «liste des enseignants extrémistes ou suspects» pour ne jamais trouver de place dans l'enseignement public vaudois : cette liste était sans doute transmise aux commissions scolaires locales, formées de notables à prédominance radicale. La situation était plus favorable à Lausanne et Nyon, vu la composition plus politique de la Commission scolaire et la présence du POP au sein de celle-ci. Si l'historien sait maintenant par expérience qu'il convient de prendre certaines allégations contenues dans ces fameux dossiers de police avec les plus grandes réserves, ceux-ci n'en constituent pas moins une source

19. Rapport de la Police de sûreté vaudoise, 18 avril 1961, p. 20.

irremplaçable pour l'étude des partis et mouvements de gauche, notamment au niveau événementiel.

Mais revenons à la « géographie » du MDE. Pour des occasions particulièrement importantes, les manifestations du Mouvement (ainsi les meetings Algérie du 1^{er} novembre) se déroulaient dans des salles louées, comme celle des XXII Cantons, dans le bâtiment de la gare de Lausanne.

Les réunions et assemblées avaient surtout lieu dans des cafés : à Genève le Café Lyrique, qui existe toujours ; à Lausanne le Café de Bourg (sous le cinéma du même nom, haut lieu des cinéphiles lausannois, aujourd'hui disparu), le Carnotzet de la rue St-François, la Brasserie viennoise de la place de la Riponne, avec son vieux poêle de fonte, où le MDE se réunissait dès 1960, pour ses séances administratives, tous les lundis et vendredis de 13 à 14 heures. Le bistrot de prédilection était le Barbare aux Escaliers-du-Marché, voisin de la Librairie Rieben et d'un appartement devenu mythique : celui de Jacques dans *Les Thibault* de Roger Martin du Gard. Il y avait aussi le Café des Philosophes et La Butte, lieu de mémorables parties de flipper. D'où les critiques du président en charge Gérard Delaloye : « Il est absolument inadmissible qu'un mouvement d'étudiants de gauche [...] en arrive à un tel point [...] ce dont nous avons besoin ce n'est pas d'une pléiade d'intellectuels de bistrots tout juste bons à prôner la révolution derrière un verre de bière²⁰ » ! Les membres du MDE ne manquaient pas les séances du Ciné-club lausannois, ni les spectacles théâtraux des Faux-Nez. La plupart de ces hauts lieux d'une certaine culture étudiante et alternative lausannoise ont aujourd'hui disparu, ou ont été transformés et y ont perdu leur âme. Anne Cuneo les évoque avec nostalgie dans de belles pages de son récit autobiographique : « Dans ces lieux d'alors, les personnes que nous ne sommes plus ont vécu des moments dont il ne subsiste plus que quelques traces ténues²¹. » Faire l'histoire du MDE, c'est donc aussi tenter de faire revivre une atmosphère souvent chaleureuse, de restituer l'esprit d'une époque marquée, par exemple, par la saveur particulière des tracts ronéotypés et des circulaires tirées au stencil à alcool...

Démocratisation des études et syndicalisme étudiant

En 1957, Antoine Martin recevait chez lui Michel de La Fournière, vice-président de l'UNEF, venu parler du « syndicalisme étudiant » au FRU de la Barre²². Cet exposé joua un rôle déterminant dans le succès en Suisse des idées énoncées dans la Charte de Grenoble. Cette *Déclaration des droits et devoirs de l'étudiant*,

20. Rapport de la Police de sûreté vaudoise, 23 janvier 1962, p. 15.

21. *Le temps des loups blancs*, p. 281.

22. Cf. Michel de La Fournière et François Borella, *Le syndicalisme étudiant*, Paris : Seuil, 1957.

calquée sur la célèbre Déclaration de 1789, contenait les passages suivants : «Les représentants des étudiants français, légalement réunis en congrès National à Grenoble le 24 avril 1946, conscients de la valeur historique de l'époque [...] déclarent vouloir se placer comme ils l'ont fait si souvent au cours de notre histoire, à l'avant-garde de la Jeunesse Française.» Le principe fondamental était énoncé ainsi : « L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel. » Il en découlait un certain nombre de droits et devoirs liés aux trois derniers termes. L'aspect le plus original et le plus novateur concernait l'étudiant : « En tant que travailleur, l'étudiant a droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garanties par le libre exercice des droits syndicaux. » En tant qu'intellectuel, l'étudiant avait notamment le devoir de « dégager le sens de l'Histoire ». Ce texte était en rupture avec une certaine conception (et une réalité) de l'étudiant-fils de famille bourgeoise. Il était aussi très marqué par l'enthousiasme de la Libération, et par l'influence du PCF. Sur un point cependant, il y avait divergence : de la définition de l'étudiant contenue dans la Charte de Grenoble découlait la revendication d'un « présalaire », versé à tout étudiant indépendamment de sa condition socioprofessionnelle, ce qui lui assurerait son indépendance, même envers sa famille d'origine bourgeoise; le PCF lui préférait un système de bourses attribuées à ceux dont la situation matérielle le justifiait²³.

Sur le plan de l'enseignement secondaire inférieur vaudois (c.-à-d. excluant les Gymnases), de notables progrès de la démocratisation des études avaient été obtenus, suite au rapport du conseiller d'Etat radical Pierre Oguey, par la réforme vaudoise de 1956 : suppression de l'écolage, fourniture gratuite du matériel scolaire, création de trois filières (classique, scientifique et langues modernes), ouverture du collège aux filles²⁴. Au niveau universitaire, on était en retard. C'est pourquoi, en 1957, les dirigeants de l'AGE, réunis à Forel, rédigèrent le *Manifeste de Grenet*²⁵. Celui-ci affirmait notamment que la « société a le devoir d'assurer à tout jeune homme et à toute jeune fille une instruction correspondant à ses aptitudes ». Il exigeait « un système de cogestion en commission paritaire » (thème qui redeviendra fortement à la mode après Mai 68). Il demandait une amélioration du « système d'aide » (c.-à-d. des bourses d'études) et dans l'immédiat « la

23. Cf. Michel Renaud, «Petite histoire du corporatisme et du syndicalisme étudiants», *Voice Universitaires*, n° 5, avril 1961, pp. 4-5.

24. Cf. résumé du contenu du rapport in *VU*, n° 3, janvier 1960.

25. Pour la petite histoire : le texte aurait dû s'appeler « Manifeste de Forel ». Horreur, le mérite risquait d'en être attribué au popiste Armand Forel ! Les auteurs optèrent donc pour l'obscur Grenet, un lieu-dit des environs. Il y avait d'autre part une certaine homophonie entre Grenoble et Grenet...

gratuité de l'enseignement secondaire » (c.-à-d. la suppression de l'écolage) ainsi que « la réalisation rapide d'une cité universitaire ». Il prônait une solution au niveau non plus étroitement cantonal, mais fédéral, incluant notamment « un système fédéral d'équivalences des diplômes universitaires ».

Ce *Manifeste*, on le voit, n'était pas révolutionnaire mais revêtait un caractère nettement progressiste. Il faut relever que Jean-Pascal Delamuraz (promis à de hautes destinées mais issu lui-même d'un milieu modeste) était alors président de l'AGE. Les Jeunes radicaux, dont Delamuraz et le futur conseiller d'État genevois Henri Schmitt étaient les leaders, représentaient la tendance avancée du parti ; ils étaient favorables à la démocratisation des études. Il serait donc injuste d'en attribuer tout le mérite au MDE. Mais il est indéniable que sa présence sur la scène universitaire, son activisme (conférence de La Fournière, débat sur la démocratisation au FRU) exerçaient une pression sur les représentants officiels des étudiants. Sans doute y eut-il dans leur *Manifeste* des arrière-pensées et un calcul politique du genre : « Si on ne le fait pas nous, le MDE va exploiter la situation et en tirer les bénéfices... » Tout cela aboutit à la création, votée par le Grand Conseil vaudois, d'un système de bourses attribuées automatiquement (c.-à-d. sans devoir être quémandées de façon parfois humiliante) en fonction de la situation matérielle de l'étudiant. Le MDE a donc joué un rôle important dans la mise en place de ce système novateur, démocratique et social ... et remis en question aujourd'hui par certains thuriféraires de l'idéologie néo-libérale.

L'autre grand thème du *Manifeste de Grenet* fut à l'origine du *Manifeste pour un syndicalisme étudiant*, important document de 4 pages adopté par l'AG du MDE en mai 1961. Il affirmait « que tous les individus ont le même droit imprescriptible à la culture ». Or la classe ouvrière – alors 50% de la population suisse – ne représentait que 3% des étudiants. Le Manifeste réclamait la « prise en charge de tous les étudiants suisses par la Confédération ». Selon les chiffres avancés, celle-ci, ajoutée aux frais de développement et d'entretien des Universités, n'eût coûté que 97 millions de francs environ, face à « l'effrayant budget militaire qui s'élève lui à 1 milliard et 225 millions... » On y retrouve textuellement certaines des formulations de Grenoble. Ainsi, « l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel », ce dont découlait « un présalaire au niveau universitaire ». Sur le plan international, le *Manifeste* de 1961 était marqué idéologiquement : il prônait la lutte pour la cessation des essais nucléaires et le désarmement général, la volonté de refaire l'unité du mouvement étudiant divisé en deux blocs par la guerre froide, le soutien des étudiants et des peuples luttant pour leur indépendance nationale, la condamnation du racisme, de l'impérialisme et du néo-colonialisme.

Ce dernier point nous amène tout naturellement aux deux grands engagements internationaux du MDE : soutien à la révolution algérienne et anticolonialisme.

Le MDE et la guerre d'Algérie

Les rapports entre la Suisse et la révolution algérienne (prises de position de ses instances officielles, des partis et mouvements politiques, des Églises, de la presse, de groupes de citoyens, etc.) constituent un sujet extrêmement vaste et complexe que je ne saurais résumer, a fortiori développer ici²⁶.

Le soutien à la cause algérienne ne fut bien sûr pas le seul fait du MDE. Comme l'a bien souligné Nils Andersson²⁷, on assiste en Suisse à la conjonction d'un faisceau d'engagements extrêmement individuels, liés à des trajectoires personnelles. Suite à l'étude menée par Pierre Vidal-Naquet pour la France, Marc Perrenoud divise les personnes qui ont soutenu le combat du FLN en cinq catégories : 1. Les «dreyfusards» dénonçant injustices et torture. Dans ce groupe, on trouve de nombreux Juifs (Vidal-Naquet, Henri Curiel, Henri Alleg, Isabelle Vichniac, Philippe Schwed...) ne voulant pas que les Algériens subissent ce que leurs parents avaient subi ; 2. Les «tiers-mondistes» (dont Charles-Henri Favrod, bon connaisseur de l'Afrique du Nord avant 1954 déjà) ; 3. Les chrétiens (*Témoignage chrétien*, Pierre-Henri Simon, un certain nombre de pasteurs et prêtres) ; 4. Les «activistes de l'humanitaire» (pacifistes du Service civil international, membres de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO, certains syndicats comme la FOBB, le CICR, etc.) ; 5. On peut ranger le MDE dans la cinquième catégorie, celle des «révolutionnaires» : membres du POP (Pierre Rieben, Jean Mayerat), trotskistes (Jost von Steiger à Zurich), anarchistes (André Bösiger à Genève).

L'action du MDE s'est exercée dans trois domaines : l'information sur la guerre d'Algérie, l'accueil des réfractaires et, dans certains cas, un soutien direct au FLN.

La guerre d'Algérie sur le terrain militaire et politique fut liée à une véritable bataille de l'information, concernant les méthodes utilisées par l'armée française :

26. Je renvoie à quelques ouvrages et articles en rapport direct avec le sujet de cette contribution: Pascal Holenweg, « La gauche suisse et la guerre d'Algérie : le diplomate et le porteur de valise », *Cahier AEHMO* n° 11-12, 1995-96, pp. 73-99 ; Marc Perrenoud, «La Suisse et les accords d'Evian», *Politorbis*, n° 31, 2/2002 (publication du DFAE) ; P. Jeanneret, *Popistes*, pp. 134-141 ; Souad Von Allmen Metral, *Les plumes de l'indépendance. Des journalistes en Suisse romande pendant la Guerre d'Algérie*, mém. lic. Fac. Lettres Uni. Genève, 1995 ; Alain Campiotti, « Résistance à la guerre d'Algérie. La filière suisse », *24 Heures* des 10-11 novembre 1979.

27. « L'espoir algérien en Suisse » : tables rondes, lectures, projections, exposition, du 10 au 14 nov. 2004 au Théâtre St-Gervais, Genève. Les contributions de Marc Perrenoud, Nils Andersson, Philippe Schwed, Henri Cornaz et Charles-Henri Favrod m'ont été utiles pour cet article.

notamment la destruction de douars, le regroupement de la population dans de véritables camps de concentration, et surtout l'usage systématique de la torture. Ce combat pour l'information commença en France dès 1955 avec le fameux éditorial de Claude Bourdet, « Votre Gestapo d'Algérie », dans *France-Observer*. Dans *Témoignage chrétien*, *Esprit*, *Les Temps modernes* et *L'Express* parurent des témoignages de rappelés. Toutes ces revues furent frappées d'interdictions. Jérôme Lindon, des Éditions de Minuit, prit alors le relais : il publia *Pour Djamila Bouhired* puis *La Question* d'Henri Alleg. Ce récit eut pour la guerre d'Algérie le même impact symbolique que plus tard, pour le Vietnam, la photo de la petite fille nue brûlée par le napalm ! Puis ce furent d'autres dénonciations des exactions françaises : *La Gangrène*, *La Pacification*, *Les disparus*. Frappés de saisies en France, ces livres furent alors réimprimés et diffusés par les Éditions de la Cité de Nils Andersson²⁸. Un élément qui allait ajouter à l'importance de Lausanne (et de la Suisse en général) dans le conflit algérien. Cette ville était déjà l'une des plaques tournantes du FLN (notamment l'hôtel Orient où ses responsables se rencontraient discrètement). Elle allait jouer un rôle de premier plan dans la bataille de l'information : les ouvrages édités par La Cité, mais aussi des émissions de Radio-Lausanne et les articles de Ch.-H. Favrod dans la *Gazette de Lausanne* contribuèrent de façon décisive à la prise de conscience d'une opinion publique romande alors très mal renseignée (ou désinformée par *Paris-Match*...), et pleine de préjugés sur la réalité algérienne. On peut dire qu'au début des années 60, une bonne partie de cette opinion publique était favorable à l'indépendance. Le MDE joua son rôle dans la diffusion de cette information écrite, vu les relations étroites qu'Andersson entretenait avec plusieurs de ses membres, comme Bernard Henry.

Mais le MDE ne se contenta pas de relayer les Éditions de la Cité. Il fit lui-même un gros effort d'information, écrite ou orale. La politique étant strictement prohibée au sein de l'Université, il fallait recourir à des détours pour parler de l'Algérie et de son combat dans *Voix universitaires* : on relève par exemple, sous l'égide de G. Delacrétaz, membre du MDE et rédacteur responsable des *VU* (qui lui-même fit son mémoire de licence sur Albert Camus face à la guerre d'Algérie), un article de B. Antenen sur l'écrivain algérien Kateb Yacine, et un autre de François Leuba présentant la nouvelle littérature algérienne de langue française²⁹. Notons enfin la participation de membres du MDE – notamment de Michel Contat son éditeur – à la publication du *Bulletin d'information anticolonialiste*.

28. Cf. le témoignage de Nils Andersson, «Le silence brisé» in *dimanche.ch* du 29 avril 2001.

29. *Voix universitaires* du 20 décembre 1956.

La projection dans les anciens locaux de la Cinémathèque suisse, avec l'accord de Freddy Buache, de cinq films tournés par le GPRA, ne put, elle, évidemment pas avoir un grand impact sur l'opinion, puisqu'elle dut se faire en toute discréetion et était réservée aux membres du MDE (19 juillet 1961).

Au niveau de l'information, ce sont surtout les conférences et meetings sur le problème algérien organisés par le MDE qui resteront dans les mémoires : « Depuis la manifestation organisée le 1^{er} novembre 1960, à l'occasion du 6^e anniversaire de la révolution algérienne, le MDE. a eu une activité débordante, tant par des conférences, articles de presse, expositions que des séances de comité. »³⁰ La police, très bien informée (il lui suffisait de répertorier les activités du MDE, qui étaient publiques et annoncées) ne se trompait pas³¹ ! Le meeting sur l'Algérie eut un immense succès, un grand écho dans la presse et galvanisa le Mouvement. Il vaut donc la peine de s'y arrêter un moment.

Le meeting lui-même fut précédé par une double interdiction de parole, décrétée par le Conseil d'Etat vaudois le 28 octobre, contre un prestigieux orateur étranger, Claude Bourdet, grand résistant qui avait été torturé par la Gestapo et rédacteur de France-Observateur. Était touché aussi François Desouches, vice-président de l'UNEF. Tous deux devaient s'exprimer au meeting. Cette décision gouvernementale empreinte de partialité (on n'avait pas empêché Jacques Soustelle, qui a longtemps séjourné à Lausanne grâce à la protection de son ami personnel Georges-André Chevallaz, de plaider en Suisse la cause de l'Algérie française!) fit sensation, fut commentée dans toute la presse, y compris la *NZZ*, les *Basler Nachrichten*, *Le Monde*, etc. et vivement critiquée. Même certains authentiques libéraux, comme l'Yverdonnois Edmond Aubert (qui avait par ailleurs témoigné de courage et de noblesse lors de l'arrestation de son concitoyen popiste Jean Mayerat), s'attaquèrent à cette mesure liberticide. En réalité, loin d'atteindre ses fins, l'interdiction contribua probablement à la réussite de la grande manifestation pour l'Algérie.

30. Rapport de la Police de sûreté vaudoise, 18 avril 1961. Il faut cependant noter une certaine mansuétude de la Police fédérale, tant envers les activités favorables à la révolution algérienne qu'envers les responsables du FLN en Suisse, courtoisement traités et parfois même protégés contre les actions de tueurs venus de France. Depuis la fameuse Affaire Dubois (le suicide du procureur général de la Confédération qui mettait les Algériens sur écoute et transmettait leurs messages à la police française), la Suisse avait beaucoup à se faire pardonner dans le monde arabe. Par ailleurs, la diplomatie helvétique (notamment Olivier Long) était en train de jouer un rôle de premier plan pour favoriser les contacts entre les émissaires du FLN et ceux du gouvernement français, qui allaient aboutir aux Accords d'Evian.

31. Y avait-il des « taupes » à l'intérieur même du MDE, qui renseignaient la police? Selon S. Goujon et Ch.-A. Udry, cette assertion relève du pur « fantasme ». Jean-Claude Buhrer, lui, croit à l'existence d'indicateurs au sein du mouvement genevois. Je ne puis trancher sur ce point.

Le mardi 1^{er} novembre 1960 à 20h30, la Salle des XXII Cantons est bondée³². On dénombre entre 450 et 500 participants : des membres du MDE, quelques étudiants nord-africains, un fort contingent d'étudiants lausannois, des membres du PSV et du POP, des journalistes. Dans l'assistance on reconnaît notamment Alfred Bussey, Municipal socialiste directeur de Police ; les popistes Fernand Petit, Ernest Décosterd et Oscar Lavanchy ; l'artiste Géa Augsbourg (collaborateur de *Contacts*) ; Charles Apothéloz, Nils Andersson, etc. Un dispositif policier (cinq agents de la PJ, onze gendarmes, une trentaine d'agents lausannois en réserve, x agents en civil de la Police fédérale...) a été mis en place, en cas de bagarre. Il n'aura pas à intervenir : malgré la présence d'environ 25 «trublions» dans la salle – des étudiants suisses et français de l'EPUL partisans de l'Algérie française – qui chahuteront et seront expulsés par le service d'ordre, il n'y aura pas d'incident sérieux. Sur les tables, on trouve des lettres de Sartre et Simone de Beauvoir concernant le procès Jeanson (chef du réseau des «porteurs de valises» pour le FLN). Les orateurs se succèdent. René Schnorff, qui préside la manifestation, présente les buts du MDE. Dans une longue et riche intervention, le vieux militant Jules Humbert-Droz (alors secrétaire du PS neuchâtelois) dégage les contradictions de la politique française qui, en même temps, accorde l'indépendance (réelle ou formelle) à l'Afrique noire et la refuse à l'Algérie. Sans s'identifier totalement aux méthodes du FLN, il dénonce les sévices et tortures par l'armée française. Salué par un tonnerre d'applaudissements et quelques sifflets des «ultras» dans la salle, il dit son admiration envers les réfractaires : «Je pense que les hommes français qui refusent de partir pour l'Algérie pour accomplir des actes semblables sont des héros de la résistance [...] qui relèvent l'honneur de la France». Puis André Muret apporte son soutien au popiste Jean Mayerat, alors emprisonné en France pour son soutien au FLN³³. Comme il le fera brillamment au Grand Conseil, il attaque la mesure d'interdiction prononcée par le conseiller d'Etat libéral Louis Guisan : « Je pense aujourd'hui que le parti libéral démocratique vaudois peut tranquillement laisser tomber ces deux adjectifs, il n'est ni démocratique ni libéral ». Blaise Duvanel lit un message de la Nouvelle Gauche

32. On est parfaitement renseigné sur son déroulement et le contenu des interventions par les articles de presse qui suivirent, mais surtout par un dossier de 23 pages très détaillé de la Police de sûreté, daté du 4 novembre. Il est quasi certain que des micros étaient installés dans la salle : en témoigne par exemple le fait que le nom du préfet de police d'Alger, Paul Teitgen (qui avait démissionné de son poste en 1957 pour protester contre les tortures et «disparitions»), est retracé phonétiquement TAENGEN.

33. Rappelons cependant que Muret apprit avec colère les livraisons transfrontalières du *Moudjahid*. Il voulait exclure tous les participants à cette action clandestine... avant de faire de Mayerat un héros de la liberté du peuple algérien, dont le prestige rejoignerait sur le POP.

Socialiste neuchâteloise. Gilbert Baechtold, pour le PSV, insiste surtout sur l'évolution du milieu étudiant et la nécessité de « faire de la politique », ce qui eût été malséant et quasi obscène vingt ans auparavant. L'exposé de Bernard Antenen est, lui, fondé sur des données statistiques (morts, réfugiés, prisonniers, etc.). Puis c'est le message de trois signataires du *Manifeste des 121* : Jean-François Revel, Bernard Dort et Arthur Adamov. Enfin il est donné lecture de la lettre de Claude Bourdet³⁴. Celui-ci s'étonne d'abord d'une interdiction de parole remettant en cause les notions de Démocratie et de Liberté, fondamentales en Suisse. Par ailleurs, refuser l'information au public lausannois, au nom de la neutralité, « revient à apporter une aide directe au statu quo ». Puis Bourdet aborde les questions de fond du drame algérien. Usant du procédé de la prétérition (« Si j'étais venu parmi vous, je ne me serais pas étendu... Ce sur quoi j'aurais insisté...»), il fait de façon indirecte la conférence qu'on lui a interdit de prononcer aux XXII Cantons ! Se refusant à évoquer une fois de plus «le côté abominable de la guerre d'Algérie, les camps de concentration, les massacres, la torture généralisée», tout cela étant « en dehors de France, du domaine public », il met en exergue les contradictions, « la politique louvoyante du Général de Gaulle » et sa dépendance envers les milieux militaires, « son véritable parti et sa famille spirituelle », qui l'a porté au pouvoir en mai 58. Prémonitoire, il décrit l'existence du complot fasciste que trame « un groupe important de généraux et d'officiers supérieurs » : celui-là même qui aboutira au putsch des généraux d'avril 1961. Bourdet se trompe cependant lorsqu'il juge de Gaulle incapable de « mobiliser » le peuple français et, « le cas échéant de relever les centaines de mille soldats du contingent de tout devoir d'obéissance, sinon vis-à-vis de lui-même » : « À ce prix, il n'y aurait même pas de guerre civile car que pourraient faire des généraux privés de leurs troupes contre la quasi-totalité de la Nation ? » Or c'est exactement la situation qui prévaudra après le putsch de 1961, l'appel solennel du président de la République, et qui entraînera l'avortement lamentable du pronunciamento. Si Claude Bourdet sous-estimait la capacité du Général à affronter les militaires factieux, il posait un regard remarquablement lucide sur les rapports armée-pouvoir-nation.

Une manifestation similaire « de solidarité avec les étudiants algériens » – et d'égale importance – eut lieu à Genève, sous l'égide du MDE local, le 16 novembre 1961. Dans une Salle du Faubourg bondée, on remarque la présence de person-

34. Textes reproduits in *Bulletin du MDE*, No 4, nov. 1960, pp. 8-22. La lettre de Bourdet sera intégralement publiée dans la *Nouvelle Revue de Lausanne* radicale du 2 novembre 1960. Peut-être la sympathie des journalistes Samuel Chevallier (présent au meeting) et Pierre Hugli envers la cause algérienne et les jeunes du MDE joua-t-elle un rôle.

nalités comme André Chavanne, président du Parti socialiste genevois, ou l'écrivain Georges Haldas, de représentants de l'UGEMA, de l'Union des étudiants juifs, etc. Parmi les nombreuses allocutions, relevons celles de Jean-Claude Buhrer, président du MDE genevois, qui appelle à ne pas confondre l'indépendance envers les positions politiques des partis, dans cette manifestation qui se voulait unitaire, avec « un apolitisme qui n'est qu'un masque, qu'une trahison et qu'une lâcheté face aux violations de la dignité humaine »³⁵; d'André Donneur, représentant de Belles-Lettres (qui fustige le refus des autres sociétés d'étudiants d'y participer); de Gérard Delaloye, président du MDE lausannois; de Claude Ketterer, vice-président du Parti socialiste genevois; de Me François Dumartheray, conseiller municipal du PdT; des présidents du Centre universitaire catholique et de l'Association chrétienne des étudiants (protestante), etc. Cette manifestation, relativement unitaire (avec quelques moments de tension cependant, quand certains orateurs firent un parallèle avec la Hongrie), aboutit à une pétition au Grand Conseil, qui demandait:

« 1. l'accueil dans nos hôpitaux et centres de convalescence de jeunes Algériens blessés dans la lutte de libération; 2. l'octroi de bourses d'entretien et d'études complètes à des étudiants algériens réfugiés hors de leur patrie ».

Le troisième volet de l'action du MDE concerne ses liens avec le mouvement Jeune Résistance (JR). Ce dernier était né à la suite de l'envoi du contingent en Algérie (et non plus seulement de l'armée de métier et de la Légion) par le gouvernement de Front républicain du «socialiste» Guy Mollet. Son action, qui ne pouvait être que clandestine, s'adressait aux appelés du contingent en prononçant deux formes d'opposition à la guerre : l'insoumission ou la désertion³⁶. Dans l'un et l'autre cas, ces « réfractaires » à la guerre en Algérie avaient à choisir entre l'emprisonnement et la recherche d'un refuge hors de l'Hexagone. Un certain nombre d'entre eux vinrent à Lausanne. Il fallait les accueillir, les loger, parfois leur fournir du travail. Des témoignages existent. Il fallait être prudent, voire méfiant envers d'éventuels imposteurs ou provocateurs. Antenen rapporte que l'un des mots de passe était « Je viens de la part de Michel [Debré, alors ministre du général de Gaulle !] ». L'un de ces réfractaires publia, sous le pseudonyme de Maurienne, *Le Déserteur*, récit autobiographique qui eut un certain retentissement³⁷. Parmi eux, citons encore les noms du trotskiste Jacques Baynac (devenu

35. *Tribune de Genève* du 17 novembre 1961 (art. d'Henri Stierlin).

36. Précisons la différence entre les insoumis et les déserteurs : les premiers étaient des recrues non encore incorporées refusant de répondre à leur convocation militaire, tandis que les seconds étaient des appelés portant déjà l'uniforme.

37. CR par Jean-Claude Menétrey du *Déserteur* et de deux autres livres sur l'Afrique du Nord, *Le Gâchis* et *Le Refus* in *Bulletin du MDE*, No 3, juin 1960, pp. 37-47.

historien, il publia en 1979 chez Laffont une grande étude sur les *Socialistes révolutionnaires*), de Jean-Claude Girardin³⁸, du vice-président de l'UNEF Barbier, de Busson (le fils d'un député gaulliste), qui était le plus proche du MDE et faisait le lien avec Jeune Résistance. À Genève, l'infirmier parachutiste déserteur André Gazut allait devenir un réalisateur TV de grand renom, dont les documentaires sur la guerre d'Algérie font autorité³⁹. Anne Cuneo relate ses amours avec «François», un déserteur qui passera au FLN (?) et sera tué dans les Aurès⁴⁰. En 1960, B. Antenen fut délégué du MDE au 1er Congrès de JR, qui se tenait en Allemagne. Le dirigeant de la Fédération de France du FLN était là, ainsi que Marcel Péju, directeur des *Temps modernes*, la revue de Sartre et Francis Jeanson. Tout cela permet de saisir les connexions – ce qui ne signifie pas nécessairement identité totale de vues – existant entre les différents mouvements, protagonistes (le FLN) ou opposés à la guerre («réseau Jeanson», JR, MDE et autres).

Il faut insister aussi sur les liens personnels souvent étroits qui s'étaient tissés entre membres du MDE et étudiants algériens. Ceux-ci étaient regroupés dans l'Union générale des Etudiants musulmans d'Algérie (UGEMA), interdite en France et repliée sur Lausanne. D'ailleurs la présence sur notre sol de nombreux étudiants, bientôt aux rênes du pouvoir dans la jeune Algérie indépendante, et qui avaient tissé des rapports d'amitié avec des Suisses, de même que l'action diplomatique suisse évoquée précédemment, auraient pu amener dès 1962 des relations particulièrement fructueuses entre les deux pays. Pour diverses raisons, ce ne fut pas le cas. Néanmoins, plusieurs membres du MDE allèrent en Algérie après l'indépendance pour y travailler: Serge Wintsch; Marie-Thérèse Straggiotti; René Schnorff et son épouse ; Anne-Marie Jaquet, son mari René Vittone, et certainement d'autres encore.

Quelques membres du MDE apportèrent un soutien à la fois plus direct et plus risqué à la cause algérienne : les participants à la filière mise sur pied par Pierre Rieben, dont l'action militante (non bavarde mais efficace) dépassa de beaucoup son rôle de libraire diffuseur d'idées. Bernard Henry, François Pfister, Pierre Noyer et, comme on l'a vu, Jean Mayerat firent passer en fraude en France les exemplaires d'*El Moudjahid*, l'organe du FLN, un temps imprimé au Pré-Jérôme à Genève (l'imprimerie de la *Voix Ouvrière*) et par Henri Cornaz à Yverdon. Encore une action où la Suisse se trouva occuper une place centrale dans le conflit algérien et où le MDE, avec ses modestes moyens, joua son rôle.

38. Cf. son témoignage « Je n'ai pas voulu devenir un nazi » in *dimanche.ch* du 25 février 2001.

39. Notamment *Pacification en Algérie et Jacques Pâris de Bollardière : un destin*.

40. *Le temps des loups blancs*, pp. 192-198 et 213-221.

La guerre d'Algérie amena aussi une attitude critique vis-à-vis du communisme « officiel », vu la position longtemps timorée du PCF et sa position négative envers l'insoumission. Celle-ci se répercuta sur la relation de plusieurs membres du MDE avec le PST/POP. La voix des anarchistes, des trotskistes, la critique chinoise du régime soviétique trouvaient chez eux un écho. Cela explique en partie l'adhésion de certains d'entre eux à la future LMR.

Enfin la question algérienne allait polariser la Jeunesse progressiste lausannoise vers les problèmes du tiers-monde.

L'anticolonialisme et l'émancipation de l'Afrique noire

Si la *Neue Zürcher Zeitung*⁴¹ voyait dans l'« anticolonialisme hystérique » (sic), le soutien du POP au FLN par l'impression du *Moudjahid*, la Ligue des droits de l'homme, la revue *Contacts*, le *Bulletin d'information anticolonialiste* de Michel Contat et autres organisations citées pêle-mêle autant d'éléments d'un « plan général raffiné » de Moscou, on est en droit de chercher des motivations plus personnelles à l'engagement anticolonialiste du MDE. Et d'abord de lui laisser la parole. Il expliquait sa participation à la lutte anticolonialiste par notre appartenance à l'« Occident » et à la Suisse, celui-là se confondant avec « la réalité économique et sociale du monopole et de l'impérialisme », celle-ci du fait de « la participation ouverte du capitalisme suisse à l'exploitation coloniale ». Dès lors, chacun devait faire un choix fondamental : « il est de savoir avec qui, des exploiteurs et des exploités, nous nous solidarisons »⁴².

Dans son intervention au meeting du 1^{er} novembre 1960, Jules Humbert-Droz opérait le lien entre le thème qui précède et celui que nous abordons maintenant : « Vous le savez, cette guerre d'Algérie s'intègre dans le formidable mouvement d'émancipation des peuples coloniaux que nous vivons depuis la fin de la deuxième guerre mondiale [...]. C'est maintenant tout le continent africain qui est saisi par cette vague, par cette puissante poussée des peuples vers la liberté, vers l'indépendance. » De fait, l'année 1960, appelée par certains « année de l'Afrique », vit l'accession des anciennes colonies françaises à l'indépendance, dans le cadre de la Communauté française (suite au discours prononcé par de Gaulle à Brazzaville en 1958 et à une série de référendums). La décennie des années 60, moment essentiel du processus de décolonisation, fut également marquée par

41. Jean-R. de Ziegler, « PdA im Zeichen des Moskauer Antikolonialismus », *NZZ*, 1.11.1960.

42. Tract « Pourquoi luttons-nous contre le colonialisme ? », diffusé à l'occasion de la Journée anticolonialiste internationale du 21 février 1961. Cette date, commémorée annuellement, correspondait à la participation des étudiants à la révolte de la marine indienne contre l'occupant britannique (21 février 1946).

l'indépendance du Congo belge et des colonies britanniques. Mais cette indépendance était-elle bien réelle ? de jure ou véritablement de facto ? La domination coloniale n'avait-elle pas été remplacée par un néo-colonialisme économique ?

D'où l'engouement pour la Guinée-Conakry. Sékou Touré était considéré comme un véritable héros, celui qui, lors du référendum du 28 septembre 1958, avait osé dire non à De Gaulle, celui qui montrait la vraie voie de la libération. Avec lyrisme, Joanny Berlioz écrivait dans la *Voix Ouvrière* : « L'exemple de la Guinée exerce une influence considérable sur le reste de l'Afrique noire. Selon les colonialistes français, son indépendance doit entraîner le chaos, l'anarchie ; or, au contraire, après un an elle est en plein essor économique, social et culturel. Elle devient la nation pilote, et les cœurs d'une grande partie de la jeunesse africaine battent au rythme passionné de ceux de ses frères guinéens. »⁴³ Lors d'une des conférences organisées par le MDE et consacrées à l'Afrique noire, plusieurs de ses membres firent la connaissance de Almamy Fofana, étudiant à l'EPUL, un être fin et cultivé qui allait devenir leur ami et adhérer au MDE. C'est grâce à des rapports humains comme celui-ci, et remplis d'espoirs – ou d'illusions – sur la Guinée, que plusieurs membres du MDE (Raymond Berthoud, Olivier Pavillon, Pierre Noyer, François Pfister, Gabriel Dupasquier), mais aussi l'ethnologue Pierre Centlivres, l'ancien nicoliste Maurice Pianzola gagneront Conakry, comme enseignants, architectes-urbanistes ou collaborateurs de son musée. Quittant une Suisse qu'ils jugeaient somnolente, ils avaient le sentiment d'y « rejoindre l'histoire ». Fascination de l'Afrique et de ses paysages, expérience humaine très riche, mais qui laissera peu à peu la place au doute et à la désillusion. Leur ami Almamy Fofana allait plus tard être pendu comme « traître » sous le pont de l'autoroute de Conakry, par Sékou Touré qui révélait ainsi la véritable nature de son régime répressif⁴⁴.

Un pays colonisateur, le Portugal de Salazar, pourtant pauvre et retardé, n'avait pas encore lâché ses territoires outre-mer⁴⁵. L'Angola était en pleine lutte armée pour son indépendance, qui surviendra après la « révolution des œillets » de 1975.

43. *VO* du 19 octobre 1959.

44. François Pfister, qui fit une longue carrière africaine, a raconté ses souvenirs dans *M comme métis. Des idéalistes en Guinée-Conakry*, Paris : L'Harmattan, 1995. Le ton enjoué et l'humour qui parcourt ce livre n'excluent pas un regard féroce sur la « schizophrénie » de Sékou Touré, ainsi que sur l'inefficacité totale de son gouvernement révolutionnaire. Pfister a notamment dédié son livre à Almamy Fofana et à Amílcar Cabral, dont il oppose la rationalité, l'honnêteté et l'intelligence à l'« hystérie » du Guide Suprême de Conakry.

45. Le déclenchement de la lutte armée en Angola, en 1961, provoqua en même temps un regain d'intérêt pour la situation intérieure du Portugal corporatiste, avec sa misère, son arriération économique, son exode de travailleurs, son analphabétisme, son exploitation par le Capital étranger, sa répression policière et le rôle de ses étudiants, à la pointe de la lutte pour la liberté. Cf. *Bulletin du MDE*, No 10, s.d. [1962], pp. 21-29.

Or de nombreux étudiants angolais se trouvaient alors en Suisse. Eux aussi développèrent avec le MDE des contacts politiques, qui se muèrent souvent en liens d'amitié. Ce fut le cas, entre autres, de Silvio d'Almeida, étudiant en médecine, qui sera ministre de la Santé du gouvernement MPLA⁴⁶, de Daniel Wanga, futur ministre de l'Education dans le gouvernement de transition, et de Florentin Duarte, représentant au Caire du GRAE (Gouvernement Révolutionnaire de l'Angola en Exil) proclamé par le FNLA. Ces exilés partageaient la vie quotidienne des étudiants lausannois. Parfois ils tiraient le diable par la queue : pour la petite histoire, on apprend par exemple que « Jonas [Savimbi] et la mère V. [Violette Vittoz, sa compagne militante] n'ont plus de TV. On a résilié leur concession pour non paiement »⁴⁷. Les Angolais établirent aussi des contacts avec des journalistes lausannois, notamment avec Christian Sulser, qui fut le premier à présenter en continu les problèmes de cette colonie portugaise, dont il était devenu un excellent connaisseur. Il le faisait dans la presse et dans la très vivante émission radiophonique quotidienne *Le Miroir du Monde* sur Radio-Lausanne, dirigée par Benjamin Romieux : le flot d'informations sur l'Angola était tel que cela suscita une plainte officielle de l'ambassade du Portugal. Comme pour l'Algérie, la question de l'information joua un rôle crucial dans la question angolaise. Le trotskisme n'a jamais pris officiellement parti pour le MPLA ou le FNLA. Mais ceux de ses membres qui s'intéressaient à la question avaient des engagements divergents. On peut dire que les popistes fidèles étaient favorables au MPLA. À l'exception notable de Pierre Rieben, qui fut le premier à rencontrer Savimbi, par l'intermédiaire de l'assistante sociale popiste Antoinette Stauffer. Le nom de l'Angola restera inséparable de celui de Sylvain Goujon. Celui-ci a établi des liens étroits avec Jonas Savimbi. On le retrouvera à Alger en 1965, où il fera la connaissance

46. Sans entrer dans l'extrême complexité politique du problème angolais, qui sort du cadre de notre sujet, rappelons très sommairement que le mouvement anticolonialiste était divisé en factions rivales qui se déchireront pour le pouvoir en 1975, se livrant pendant des décennies à une guerre sanglante qui laissera le pays exsangue et l'économie délabrée. Tous se considéraient théoriquement comme «socialistes». Le MPLA (Mouvement pour la Libération de l'Angola) d'Agostinho Neto était plutôt, à l'origine, un mouvement urbain. Ses responsables, Noirs et métis, étaient issus de la petite bourgeoisie luso-africaine. Considéré comme marxiste «orthodoxe», il bénéficiera de l'aide militaire soviétique-cubaine. Le FNLA (Front National de Libération de l'Angola) d'Holden Roberto et Jonas Savimbi, lequel créera plus tard l'UNITA, avait une implantation plus rurale. Pour obtenir des armes, il n'hésitera pas à s'allier avec le Zaïre de Mobutu, l'homme des puissances occidentales, et avec l'Afrique du Sud de l'apartheid. En réalité, ces luttes intestines étaient en lien étroit avec le tribalisme. Selon S. Goujon, les militants des mouvements tiers-mondistes sous-estimaient gravement ces fractures ethniques (dues au partage artificiel de l'Afrique par les Puissances coloniales), qui étaient en dehors de leur sensibilité européenne. Il faut cependant se garder de faire une lecture anachronique des différends MPLA-FNLA : à l'époque, leurs rapports n'étaient pas aussi clairs.

47. Lettre de Florentin Duarte à Sylvain Goujon, 1964 ou 1965.

de Johnny Eduardo, représentant du FNLA, aux côtés duquel il s'engagera pendant plusieurs années. On le verra au Zaïre en 1969, dans les zones « libérées » de l'Angola, à Luanda en 1975 au moment de l'indépendance : « La prise du Palais d'Hiver sous les tropiques, vécue à l'Hôtel Tropico... »⁴⁸ Mais c'est une autre histoire, une trajectoire personnelle à la Malraux, à la fois passionnante et discutable, qui mériterait une étude en soi. Elle n'appartient plus à l'histoire du MDE, mais elle est née à Lausanne, autour de la Cathédrale, dans ce tourbillon d'idées et de mouvements (UGEMA, réfractaires français, exilés africains et autres) qui font tout l'intérêt du modeste Mouvement démocratique des étudiants.

Même si ce sujet ne concerne pas l'Afrique noire, mais bien l'émancipation des peuples en général, relevons ici l'intérêt de certains membres du MDE pour la cause kurde. À Lausanne, Noureddine Zaza – personnalité attachante dont l'épouse donnera le nom à un prix de journalisme fort estimé – avait joué un rôle important dans la prise de conscience de plusieurs militants. À Genève, le MDE prit position contre la répression dans le Kurdistan irakien.

Tendances politiques

Comme on vient de le voir à propos du MPLA et du FNLA angolais, il n'y eut jamais de « pensée unique » ni d'orthodoxie politique au sein du MDE, qui sut rester un mouvement rassembleur, regroupant une constellation de la gauche plurielle. La réussite des meetings pro-algériens du 1^{er} novembre 1960 à Lausanne et du 16 novembre 1961 à Genève en fournit un exemple éloquent : seul le MDE était alors en mesure de réunir des représentants de toute la gauche romande.

Au préalable, il faut insister sur le poids culturel et politique de Jean-Paul Sartre, à la fois par son aura de maître à penser et par ses engagements : ainsi son soutien au *Manifeste des 121* et au réseau Jeanson. Les *Temps modernes* étaient attendus chaque mois avec impatience par les membres du MDE, la plupart des « lettreux ». La présence dans le Mouvement de Michel Contat et Michel Thévoz fit beaucoup pour la diffusion des thèses de Sartre.

Parcourons maintenant l'éventail des idées politiques représentées dans le MDE lausannois.

Relevons d'abord la diffusion de thèmes anarchistes dans la culture politique du Mouvement démocratique des étudiants. Les initiatives personnelles de Jean-Jacques Langendorf, dit « Atchenko », posèrent de façon aiguë le problème de l'action illégale et de la violence. Fondateur du groupe Ravachol, le 21 février 1961, il lança avec Claude Frochaux des cocktails Molotov contre le consulat de

48. Alain Campiotti, « Demain était rouge », *L'Hebdo* du 14 avril 1988.

l'Espagne franquiste à Genève et fut condamné suite à cet attentat⁴⁹. Avant même cette affaire rocambolesque, le MDE s'était prudemment distancé de l'action directe. Selon Berthoud, l'anarchisme était « incompatible avec le MDE ». Quel fut vraiment l'impact des idées anarchistes sur certains membres du Mouvement ? C'est difficile à dire. Il est probable qu'elles eurent une influence sur l'évolution ultérieure de Sylvain Goujon. Mais sans doute – à l'image de son arrière-arrière-grand oncle révolutionnaire qui, condamné à la guillotine, préféra se suicider en 1795 – était-il déjà prédisposé aux thèses libertaires.

Cela n'empêchait pas Goujon et d'autres membres du MDE d'avoir aussi des contacts avec les trotskistes du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (Livio Maitan, Pierre Frank). Comme on l'a déjà vu, le MDE représenta une sorte de sas de pénétration du trotskisme dans le POP, à travers une minorité intellectuelle de ses membres (Pavillon, Rieben, Udry). À ce propos, il faut dire que la lecture du *Trotski* d'Isaac Deutscher fut une révélation pour beaucoup de membres du MDE. D'autre part Philippe Schwed, grand lecteur de *l'Observateur*, diffusait par ce biais divers articles qui traduisaient des positions trotskistes ou trotskisantes.

Le MDE eut aussi des relations – devenues rapidement conflictuelles – avec le Groupe d'études socialistes (GES) animé par Marx Lévy. Un cycle de trois leçons sur « La pensée socialiste contemporaine », en 1961, aurait dû être animé, à l'initiative de ce dernier, essentiellement par des orateurs français membres du PSU. Cette initiative provoqua une mini-crise dans le MDE. En effet, certains y virent une sorte d'OPA du Parti socialiste et refusèrent ce qu'ils considéraient comme un embrigadement. D'autres au contraire s'insurgèrent contre le fait que (sous la pression des popistes), l'on empêche une discussion qui allait évidemment porter sur certaines aberrations du marxisme à la soviétique : c'était la «ligne Muret», hostile à un rapprochement entre le MDE et les socialistes. Il craignait peut-être une alliance qui déboucherait sur une sorte de Nouvelle Gauche Socialiste à la neuchâteloise. C'est l'une des raisons qui poussèrent Goujon à démissionner du POP. Au-delà de ces péripeties relationnelles, il faut souligner que les socialistes (Philippe Schwed, très dynamique, mais aussi Roland Jaccard et Yvette Jaggi) avaient un poids réel dans le MDE.

Très attaché, on l'a vu, à son indépendance et à son pluralisme politiques, le MDE entendait n'être « l'émanation d'aucun parti. Tout en s'attachant à susciter en son sein des discussions idéologiques, notamment en faisant appel à des conférenciers venus des différents horizons de la gauche, il ne patronnera en aucune mesure les manifestations d'une quelconque tendance idéologique »⁵⁰. Concrète-

49. Voir dans ce numéro l'article de Marianne Enckell, « Franco assassin ».

50. Motion adoptée par 24 voix contre 1 à l'AG du 17 mars 1961.

ment, il a organisé trois séances où chacun des partis de gauche, par son représentant autorisé, a pu présenter ses idées et son programme : André Gavillet (futur conseiller d'État) pour le PS, André Muret pour le POP, le Neuchâtelois René Meylan (lui aussi futur conseiller d'État) pour la Nouvelle Gauche.

Mais selon la Police fédérale, « le téléguidage du MDE par le POP et par le communisme international ne fait aucun doute »⁵¹. S'il est exagéré de voir en le MDE une pure émanation, voire un satellite du POP, il est vrai que les rapports que le Mouvement entretenait avec les popistes étaient étroits, surtout dans les deux dernières années de son existence. Il est probable que cette proximité croissante MDE-POP, liée à d'autres facteurs, contribua à la sclérose, puis à la disparition du Mouvement en 1964. Selon Sylvain Goujon, « le Parti du Travail avait peu d'estime pour les étudiants [auxquels l'instituteur Fernand Petit parlait volontiers sur un ton paternaliste]. Il considérait qu'ils reviendraient tôt ou tard à la bourgeoisie. Le POP ne s'intéressait au MDE que comme faire-valoir »⁵².

Quoi qu'il en soit, la proximité du MDE avec le mouvement communiste (mais non sa soumission totale à ce dernier) est attestée par sa participation, sur le plan international, à des organisations ou manifestations «parachutées» et contrôlées par l'URSS et le bloc de l'Est.

C'est ainsi que Bernard Henry et Bernard Antenen « s'autodélégèrent » comme observateurs du MDE au Congrès étudiant pour la paix à Prague (novembre 1959). Ce dernier était organisé par l'UIE, alors présidée par le Tchèque Jiri Pelikan, qui allait jouer un rôle de premier plan, comme directeur de la TV, au temps du «socialisme à visage humain» de Dubcek. Il dut déployer des trésors de diplomatie pour apaiser les conflits sous-jacents liés à la conjoncture internationale. L'offensive diplomatique soviétique en faveur de la « coexistence pacifique » (par exemple le voyage de Khrouchtchev aux USA) suscitait la méfiance des mouvements anticolonialistes, notamment des représentants de l'UGEMA algérienne : ils craignaient que l'entente URSS-USA ne se fasse sur leur dos. Ce qui en réalité se profilait, c'était le schisme entre la Chine et l'Union soviétique !

En août 1962 à Varsovie, le MDE lausannois adhéra à la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), une autre organisation satellite du mouvement communiste international. Les Genevois, eux, y étaient opposés : il y eut donc désaccord entre les deux sections sur ce point. C'est ainsi que plusieurs membres du MDE (Bernard Henry, Heinz Gassmann, Jacques Petit, Anne-

51. Rapport de la Police de sûreté vaudoise, 20 février 1963.

52. Interview vidéo de S. Goujon, 20 novembre 2002. Sur les rapports ambigus et parfois conflictuels du PST/POP avec les organisations de jeunesse, voir P. Jeanneret, *Popistes*, pp. 351-361.

Catherine Menétrey) participèrent à des Festivals de la Jeunesse, manifestations elles aussi totalement manipulées par le bloc de l'Est⁵³. Ce qui n'excluait pas une atmosphère authentiquement chaleureuse et fraternelle, une ouverture aux autres, à des problèmes que l'on ignorait : ainsi les contacts avec des jeunes « de couleur », à une époque où le brassage des peuples et des cultures que l'on connaît actuellement ne s'était pas encore opéré, et la prise de conscience des problèmes du colonialisme⁵⁴.

L'existence du MDE a-t-elle vraiment profité au POP? À court terme sans doute, en relayant ses thèses. Mais n'a-t-il pas contribué à introduire dans ce parti les ferment de discussion et de contestation qui allaient amener, en 1969, à sa crise interne la plus grave ?

Il faut mentionner en passant que le MDE lausannois provoqua, par réaction, la création en 1961 d'un mouvement et d'une revue mensuelle d'étudiants de droite, *Uni-Action*. Étaient notamment actifs dans ce groupe Paul-Eugène Rochat, Jean-Philippe Chenaux et Suzette Monod (plus connue aujourd'hui sous le nom de Suzette Sandoz). À une époque où, à l'Université, « tout le monde sauf nous [le MDE] se foutait totalement de la politique »⁵⁵, la volonté de rassembler et de politiser les étudiant(e)s de droite – comme tentait de le faire Jacques Freymond avec les jeunes libéraux – était tout à fait louable et légitime. Il faut malheureusement constater l'extrême médiocrité d'*Uni-Action*, dont la participation au débat politique se bornait à des jeux de mots faciles (« M.D.E. : Moscou Dupe les Etudiants ») et à des articles anticomunistes où l'injure tenait lieu d'argumentation. En voici un exemple : « En face de la propagande coco-progressiste, il n'y a qu'*Uni-Action* pour informer les étudiants et oser dire que les tueurs du F.L.N. ne sont pas les fils spirituels d'Ivanhoé ou de Guillaume Tell et que le "sens de l'Histoire" et la "conscience universelle" ne sont que des mythes pour cerveaux en voie de sous-développement. »⁵⁶ Nous n'accorderons donc pas plus d'importance à ce « mouvement » (terme hyperbolique) et à cette publication qui n'existeront, de leur aveu même, que par allergie au MDE.

Une opposition au MDE apparut également au grand jour à Genève. La présence de Jean-Claude Buhrer, rédacteur en chef adjoint d'*Action étudiante*, à une réunion sur la presse étudiante à Bucarest, en août 1961, provoqua un tollé. Des étudiants de droite, dont Jacques-Simon Eggly, futur conseiller national

53. Sur ces Festivals, voir P. Jeanneret, *op. cit.*, pp. 361-366.

54. Cf. le témoignage d'A.-C. Menétrey sur son vécu du Festival d'Helsinki 1962 in Bulletin du MDE, n° 11, 1962, pp. 22-26.

55. Interview vidéo de S. Goujon, 20 novembre 2002.

56. Éditorial d'*Uni-Action*, n° 3, octobre 1961.

libéral, et Michel Barde (qui dirigera la Fédération patronale) ayant demandé la convocation d'une assemblée extraordinaire de l'AGE, Buhrer fut déchu de ses fonctions et remplacé par Eggly. Il est intéressant de noter que les positions politiques actuelles, de gauche ou de droite, de plusieurs personnalités étaient déjà fixées lors de leur vie étudiante.

Pour clore ce chapitre, relevons une sensibilité politique différente à Lausanne et à Genève où, selon Jean-Claude Buhrer, le Mouvement se voulait plus axé sur le syndicalisme étudiant et la lutte anticoloniale que sur le débat idéologique. Le recrutement politique y était très large : parmi les 80-100 (?) membres du MDE genevois, dont 50% d'étrangers, on trouvait des communistes marocains ou anglais mais aussi, par exemple, le démocrate-chrétien Robert Pattaroni, officier dans l'armée suisse. 10% environ entrèrent au Parti du Travail, d'autres au PS, d'autres encore – comme chrétiens de gauche – au PDC.

Opposition au nazisme, à l'antisémitisme, à l'armement atomique

Il ne faut pas oublier qu'entre 1956 et 1964, le souvenir de la Seconde Guerre mondiale et de ses horreurs – l'hitlérisme, le génocide, Hiroshima – était bien vivant. On était loin de l'inavaisemblable degré d'amnésie politique que connaît le monde actuel, notamment dans la jeunesse, et de la tranquille affirmation des thèses négationnistes les plus délirantes⁵⁷. La vigilance contre le retour du Moloch nazi apparaissait nécessaire. Certains membres du MDE avaient, de surcroît, été personnellement sensibilisés à la réalité de l'horreur hitlérienne. Ainsi B. Henry et B. Antenen participèrent, avec tous les délégués au Congrès étudiant pour la paix de 1959 (dont j'ai fait état plus haut) à une visite de deux jours en RDA, où on leur fit visiter Weimar (la maison de Goethe) et Buchenwald. La proximité de ce haut lieu de la culture germanique et européenne d'une part, et du camp, symbole de la barbarie nazie, d'autre part, fut mise en évidence par leurs guides. Sans doute cet antinazisme était-il instrumentalisé par la propagande de la RDA, dans sa guerre froide contre ce qu'elle nommait volontiers « la survivance du nazisme et la renaissance de l'impérialisme dans la République fédérale allemande revancharde et militariste ». Le MDE relayait volontiers cette thèse un peu unilatérale, en publiant notamment dans son *Bulletin* des listes d'hommes politiques et de scientifiques de RFA qui s'étaient gravement compromis avec le nazisme⁵⁸. Un tableau apologétique était en revanche brossé de la RDA et de ses réalisations⁵⁹.

57. À l'heure où j'écris ces lignes, toute la presse relate les propos indécents de Le Pen sur l'Occupation de la France, qui aurait somme toute été assez douce, et la pitoyable affaire du prince Harry d'Angleterre, affublé pour une fête de symboles nazis...

58. *Bulletin du MDE*, No 5, fév. 1961 et No 7, nov. 1961.

59. CR d'Olivier Pavillon, *Bulletin du MDE*, No 4, nov. 1960, pp. 35-36.

L'action antinazie du MDE la plus spectaculaire fut celle du 21 octobre 1960, organisée par Schwed, Sarto et Delaloye. Le cinéma lausannois Rex, au Petit-Chêne, projetait le film *L'homme des fusées secrètes*, à la gloire de Werner von Braun, père des V1 et V2, ex-nazi devenu l'homme des fusées américaines. Ce jour-là, à l'entrée, trois étudiants distribuaient un tract rédigé en ces termes : « Les savants qui travaillaient au service du régime nazi en approuvaient l'idéologie, les autres avaient choisi l'exil. Le film *L'homme des fusées secrètes* est une insulte aux millions de victimes du nazisme, une insulte aux véritables hommes de science, une justification publicitaire de la guerre d'extermination aveugle. Nous protestons contre cette disculpation des crimes nazis et contre cet appel au meurtre. »⁶⁰ Mais surtout, à l'intérieur du cinéma, une centaine d'étudiant(e)s chahutaient le film. L'épisode tournait au burlesque. Chaque fois que la police en civil tentait d'intervenir, ceinturant l'un des interrupteurs, c'était une clameur unanime : « Assis ! Ôtez les chapeaux ! On ne voit plus rien ! » Quand elle finit par s'en aller, nouvelle clameur : « Bravo ! En voilà qui en ont assez de ce film ! Très bien ! ». Les meilleures traditions du chahut universitaire étaient mises au service d'une cause politique. Les trois distributeurs de tracts furent néanmoins emmenés au poste et longuement interrogés. Ce fut aussi la première intervention politique de Me Jean Lob, avocat lausannois spécialisé dans la défense de groupes minoritaires, et dont le nom allait gagner une réputation européenne⁶¹. Quant à l'apologie de Von Braun, elle disparut de l'écran, cédant la place à un énième navet de Darry Cowl, moins compromettant... .

Le MDE s'attacha aussi à la lutte contre l'antisémitisme. Elle tenait particulièrement à cœur à Philippe Schwed, du fait de ses origines. Le 16 février 1960, il fit à la Brasserie viennoise, devant 40 à 50 personnes, une conférence, « Psychologie de l'antisémitisme », qui suscita les commentaires les plus élogieux de la presse. Sa thèse était que l'antisémite lui-même crée le concept de juif, pour justifier les échecs dont sa propre médiocrité est seule responsable, ou encore les situations sociales qu'il est incapable d'analyser. Ainsi, l'antisémite projette sur un Juif fantasmé sa propre associabilité, sa propre lubricité, etc. Schwed était donc proche des thèses de Sartre dans *Réflexions sur la question juive*. Concrètement, l'orateur proposait d'extirper les stéréotypes antisémites, et d'abord dans les écoles : par exemple, dans un problème de calcul d'Ecole Normale (s'adressant donc à de futurs instituteurs), c'est M. Bloch, et pas M. Dupont ou M. Martin, qui

60. Tract cité in *Voix Ouvrière* du 24 octobre 1960.

61. Cf. sa défense des accusés de Lôzane bouge en 1982, puis de Marlène Belilos en 1989, ses victoires sur le Tribunal fédéral devant la Cour européenne des droits de l'homme. Voir *24 Heures* du 17 janvier 2005.

vendait du tissu avec un mètre trop court... Bien qu'organisée par un mouvement d'étudiants de gauche, la conférence de Schwed pouvait rassembler des hommes et des femmes au-delà des clivages politiques : « La question juive – termes infâmes – y fut clairement débattue, et dans le bon sens : celui qui abhorre la ségrégation entend effacer définitivement les folles idées d'un régime mégalo-mane. Et, sur ce point, qu'on vienne de gauche ou d'ailleurs, on ne peut que se tendre la main. »⁶² Par ailleurs, le refus de l'antisémitisme impliquait clairement, pour Schwed et d'autres, un élargissement à toutes les luttes antiracistes et anti-colonialistes, comme on l'a vu à propos de la guerre d'Algérie.

Le souvenir de la Seconde Guerre mondiale était aussi lié à l'apocalypse nucléaire d'Hiroshima et Nagasaki. En Suisse comme dans le monde, la lutte fut d'abord menée, dans les années 50 et sous l'égide du Mouvement de la Paix, contre le surarmement nucléaire des grandes puissances (appel de Stockholm, etc.)⁶³. Autour de 1960, elle se focalisa contre la volonté du Conseil fédéral et de l'Etat-Major d'équiper la Suisse d'armes atomiques. J'ai traité ce sujet ailleurs⁶⁴ et n'y reviendrai pas ici en détail, sinon pour relever la participation active de membres du MDE aux actions du Mouvement suisse contre l'armement atomique, vaste rassemblement de tendances diverses réunissant des hommes politiques de gauche, des chrétiens, des pacifistes, d'éminentes personnalités du monde des lettres et des arts, etc.: lancement d'une initiative fédérale interdisant les armes nucléaires en Suisse, exposition antinucléaire à la Maison du Peuple de Lausanne, en marge de l'Expo nationale 64, Marches de Pâques pacifistes dès 1963. À l'occasion de l'initiative antinucléaire (qui sera rejetée en votation populaire le 1^{er} avril 1962), le MDE affirma son « opposition catégorique à l'armement atomique de la Suisse, comme de n'importe quel autre pays », son refus de participer « au surarmement qui ne peut mener qu'à la destruction de l'humanité ». L'acquisition d'armes nucléaires irait à fins contraires, en cas de conflit, en faisant de la Suisse «une cible de choix qui, dès les premiers instants de la guerre, se verrait réduite à néant». Enfin l'acquisition de telles armes rendrait la Suisse dépendante « de la puissance étrangère qui lui fournirait les matières fissiles et exigerait de pouvoir en contrôler l'emploi ». C'était l'argumentaire de l'ensemble du Mouvement contre l'armement atomique. Cette action commune – et notamment les Marches de Pâques rassemblant des centaines de personnes – eut d'autres incidences. Pour des militants du MDE comme Olivier Pavillon, qui

62. *Gazette de Lausanne* du 18 février 1960, citée in *Voix Ouvrière* du 25 février. Voir aussi *Feuille d'Avis de Lausanne* du 17 février.

63. Cf. P. Jeanneret, *Popistes*, pp. 76-80.

64. *Ibid.*, pp. 486-490. Voir aussi l'article de Michel Buenzod dans ces *Cahiers*.

allait jouer plus tard un rôle important dans la LMR, le contact de vieux routards des manifestations de masse (dont les trotskistes alémaniques Heinrich Buchbinder et Jost von Steiger) fut une sorte d'apprentissage politico-organisationnel pratique : comment organiser un meeting de masse, un cortège, le port des banderoles, comment lancer des slogans au mégaphone, comment assurer l'intendance, etc.?

Préoccupations culturelles

Le document référentiel *Positions du MDE* de mai 1960 accorde une place privilégiée à la culture, ce qui est assez logique venant du milieu universitaire. La culture « ne peut être un jeu gratuit sans prise aucune sur notre réalité. Elle ne peut être le privilège d'une classe ou d'une élite restreinte [...]. Elle doit au contraire refléter notre réalité et nous aider à découvrir ce que cette dernière cache d'inacceptable. Elle est donc un instrument de transformation de notre monde, le remettant sans cesse en question ». Le texte promeut par ailleurs une culture qui soit «la chose de chacun» et l'ouverture aux autres cultures, dépréciées par le colonialisme.

D'où l'intérêt porté à Bertolt Brecht (conférence par Bernard Dort, critique à *Théâtre Populaire*, le 17 décembre 1960), aux metteurs en scène inventifs (rencontre avec Roger Planchon, directeur du Théâtre de la Cité de Villeurbane, le 15 juin 1960), au renouveau et à la démocratisation du théâtre. Cette préoccupation, qui n'était certes pas nouvelle (ainsi le Théâtre prolétarien des années 30) s'inscrivait dans un vaste mouvement de renouveau de l'art scénique, alors dominé par le théâtre de boulevard, les tournées de type Karsenty et une programmation officielle très conventionnelle, notamment au Théâtre municipal de Lausanne. Remarquons que l'époque du MDE coïncidait avec celle du Théâtre National Populaire (TNP) et des Maisons de la Culture en France, avec la fondation du Théâtre Populaire Romand (TPR) le 7 décembre 1959 à La Chaux-de-Fonds, et avec un renouveau de l'écriture dramatique (le *Procès de la truie d'Henri Debluë*), renouveau déjà initié un peu auparavant par les Faux-Nez à Lausanne et le Théâtre de Carouge à Genève. La représentation en 1961 au Théâtre municipal de Lausanne de *Sainte Jeanne des Abattoirs* de Brecht, dans une mise en scène de Benno Besson, fit date⁶⁵. Elle fut pour bien des jeunes, comme moi, une initiation au théâtre contemporain. Celle d'Andorra de Max Frisch, en 1963, provoqua un grand débat public, suite au caviardage officiel d'un texte de Philippe Schwed concernant l'antisémitisme en Suisse, le refoulement des réfugiés juifs, la lâcheté collective que la pièce dénonce sur le mode de la parabole⁶⁶.

65. Cf. l'article de Lova Golovtchiner in *Bulletin du MDE*, No 8-9, s.d. [1962], pp. 23-24.

66. Article reproduit et suivi d'extraits du Rapport Ludwig sur la Suisse et les réfugiés in *Bulletin du MDE*, No 12, mai 1963, pp. 19-23.

« Cinéma de gauche et cinéma de droite », l'un respectueux de la morale bourgeoise et des structures économico-sociales dominantes, l'autre s'engageant, au-delà du simple constat, sur la voie du réquisitoire et plaidant pour un monde sans classes, furent l'objet d'un article de Raymond Berthoud⁶⁷. On relèvera aussi, dans le *Bulletin*, des articles sur des créations du cinéma contemporain : l'anticlérical *Viridiana* de Bunuel ou *Adua et ses compagnes* de Pietrangeli⁶⁸.

Le MDE témoignait d'une réelle ouverture aux arts visuels contemporains, grâce notamment à Michel Thévoz et Pietro Sarto, appelés à devenir d'éminentes figures, le premier de l'histoire de l'art, le second de la création picturale en Suisse. Signalons, en décembre 1960, la vente de gravures originales de Sarto, coûtant entre 15 et 30 francs, et dont le bénéfice était destiné à «remettre à flot les finances du MDE». Heureux ceux qui les acquièrent à cette époque ! Ils firent à la fois œuvre militante et, sans le savoir, une opération à forte plus-value sur le marché de l'art...

Enfin il est intéressant de noter la place très honorable qu'occupait le MDE dans le monde du jazz : Michel Thévoz, Serge Wintsch, Michel Contat sont aujourd'hui encore, comme musiciens, des familiers de Chorus, le haut lieu des soirées de jazz à Lausanne⁶⁹.

Tout ce qui vient d'être dit ici concerne exclusivement Lausanne. Cette préoccupation culturelle semble n'avoir pas concerné (sinon à titre purement individuel) la section genevoise.

Plusieurs membres du MDE (ceux-ci étant majoritairement des «lettreaux», ne l'oublions pas) participèrent à une évolution, encore timide, des études historiques du tournant des années 50-60, marqué par un intérêt nouveau pour l'histoire économique et sociale, particulièrement celle du mouvement ouvrier. Celle-ci était alors quasi absente de l'histoire officielle et universitaire, qui se cantonnait à une histoire exclusivement politique. Quant à l'histoire suisse, elle s'arrêtait aux débuts de l'Etat fédéral et ignorait presque complètement l'époque contemporaine. À cet égard, il n'est pas exagéré d'affirmer que le mémoire de licence de Bernard Antenen, symboliquement achevé le 1^{er} mai 1960, *La presse romande et la grève générale de 1918*, fit date. Bien avant 1968, année où le 50^e anniversaire

67. CR d'une conférence à Toulouse de Raymond Borde, critique cinématographique à la revue *Les Temps modernes*, *Bulletin du MDE*, n° 3, juin 1960, pp. 26-34.

68. *Bulletin du MDE*, n° 8-9, s.d. [1962], pp. 17-20.

69. Le MDE organisa le 18 février 1961 une Nuit du jazz au Café Fantini, un stamm des organisations de gauche à Lausanne, avec la participation de dix musiciens dont les personnes susmentionnées.

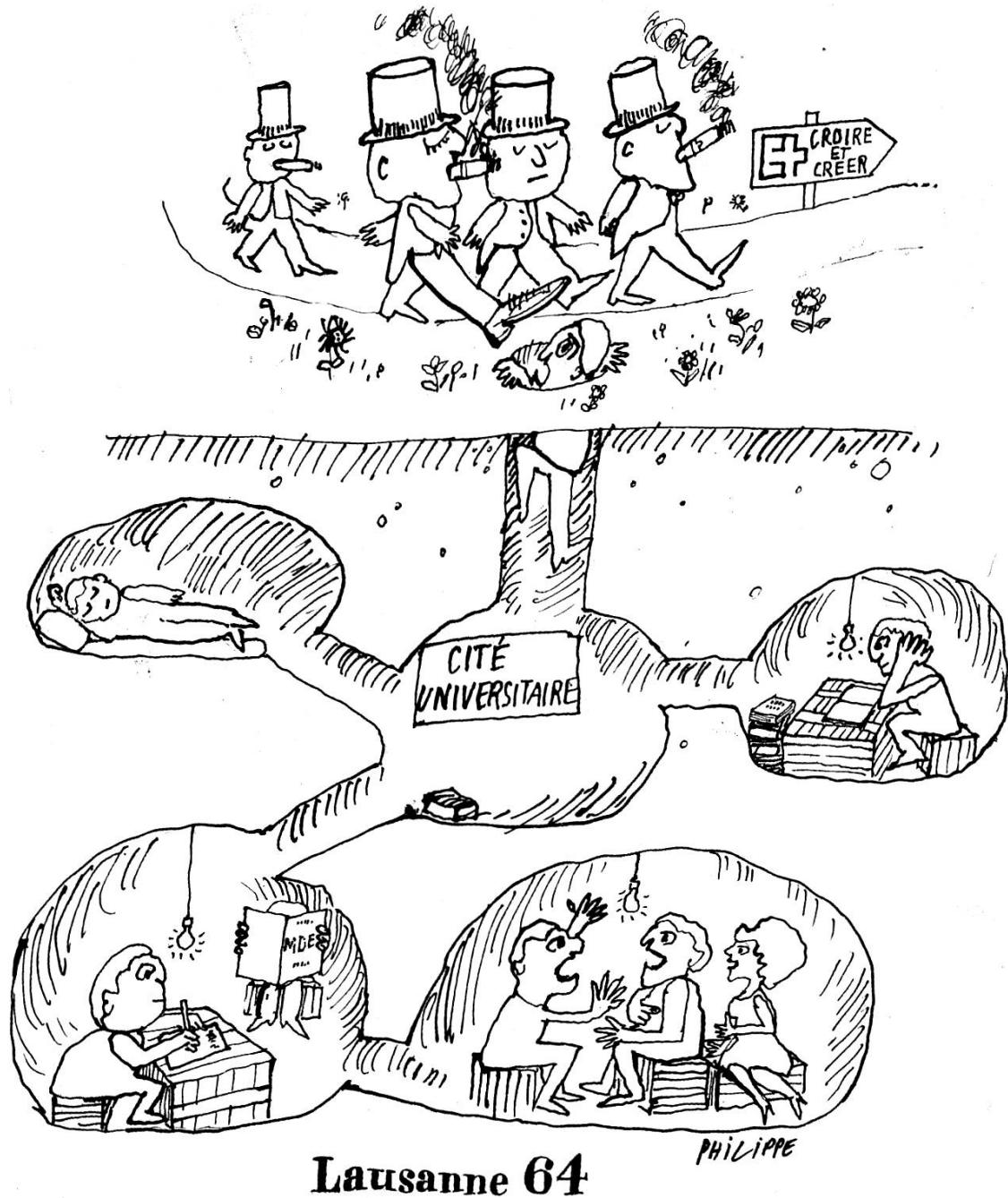
de la grève, dans l'esprit des événements de Mai, allait susciter de nombreux travaux, Antenen traitait une thématique originale pour l'époque. Lui-même tient à rendre hommage à l'esprit d'ouverture du professeur Biaudet, un véritable libéral humaniste, qui l'encouragea dans cette voie novatrice. Ce dernier n'hésita pas, au demeurant, à participer à une soirée de travail du MDE sur la neutralité suisse, aux côtés d'intervenants comme Antenen, Pavillon, Berthoud, Schnorf, Contat, Mury ou Anne Cuneo, dont il connaissait parfaitement l'orientation politique⁷⁰. On peut dire que cette approche historique annonçait le grand renouveau des études historiques de la fin des années 60 (par exemple le Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse de 1968, qui lui-même préfigurait l'actuelle AEHMO).

Le cadre de vie, lié aux préoccupations urbanistiques, est un enjeu économique, social, mais aussi culturel au sens large : « Quiconque veut bâtir une ville doit avoir un idéal. L'urbanisme n'est pas, au premier stade, une affaire de techniciens. C'est un problème général qui touche chaque habitant d'un pays. Il implique une définition de notre mode de vie. Il implique une prise de conscience de nos besoins et de nos désirs. »⁷¹

Or la fin des années 50 fut marquée par un passionnant débat (trop oublié aujourd'hui) lié au projet de la future Exposition Nationale qui devait se tenir à Lausanne en 1964, mais dont le lieu exact et la conception n'avaient pas encore été déterminés. La discussion avait été inspirée par des architectes et des étudiants de l'EPUL : Marx Lévy, René Vittone, Charles Bachofen, François Pfister... Il s'agissait d'opposer au développement anarchique des villes, livrées aux seules lois de la propriété privée du sol, l'idée d'un urbanisme rationnel relevant de décisions politiques (définition de zones, plan directeur, séparation des circulations, etc.). L'Exposition Nationale devait être l'occasion d'expérimenter ces idées par la création, en lieu et place de l'expo-bazar et éphémère traditionnelle, d'une ville moderne destinée à durer. La proposition avait été faite par un groupe de personnalités autour de Max Frisch (lui-même architecte de formation) et publiée en 1955 dans un pamphlet qui fit grand bruit : *Achtung : die Schweiz / Interrogeons la Suisse*. Cette idée fut reprise en 1956 par l'Association pour l'aménagement urbain et rural du bassin lémanique, qui présenta le projet alternatif EXNAL : un véritable « aménagement du territoire » avec zone industrielle, cités modèles, équipements sportifs et culturels, etc. dans le triangle Lausanne-Bussigny-Morges. Le MDE réclamait aussi la création d'une cité

70. Sept soirées eurent lieu au Cercle démocratique (dans des locaux liés à l'histoire du Parti radical lausannois) entre le 17 novembre 1960 et le 16 février 1961.

71. *Voix Universitaires*, Nos 11-12, 3 juillet 1957.



universitaire, à une époque où le manque de logements pour étudiants allait s'aggravant⁷². L'AGE, en partie sous l'influence de membres du MDE, prit position en faveur de cette conception de l'Expo, notamment en réalisant un numéro spécial des *Voix universitaires* (n° 11-12 du 3 juillet 1957). Bernard Antenen y brosse le tableau d'un « urbanisme » contemporain, lié à un individualisme passif, dépolitisé, aliéné, où « les verticaux [les milieux modestes dans les maisons-tours] habitent les uns au-dessus des autres, les horizontaux [les nantis dans leurs villas] les uns à côté des autres ». On y trouve encore des articles sur « L'humanisme social du Corbusier », des extraits de l'œuvre de l'architecte bâlois Hans Bernouilli prônant la propriété du sol par la commune, etc. Le développement de l'agglomération lausannoise ne s'étant guère réalisé selon ces idéaux, le numéro spécial des *VU* conserve tout son intérêt et son actualité. C'était l'année où Jean-Pascal Delamuraz présidait l'AGE. Le futur secrétaire administratif adjoint de l'Expo s'empressa d'oublier les positions de celle-ci ; Francis Thévoz, alors conseiller communal popiste, se chargea de les lui rappeler... Si l'Expo 64 ne répondit pas aux attentes d'un grand projet urbanistique, elle laissa cependant quelques belles réalisations : parcs publics, équipements sportifs, théâtre de Vidy. Sans oublier l'immense enquête politique et sociologique Gulliver mise en œuvre par Charles Apothéloz : la publication de ses résultats fut interdite, car elle donnait des Suisses et de leurs idées une image que l'officialité n'attendait pas ! On peut considérer qu'avec ses modestes moyens, le Mouvement démocratique des étudiants fut pour quelque chose dans ces différentes réalisations.

Femmes, féminisme, sexualité

Le MDE ne fut pas un mouvement de femmes, mais il comptait de nombreuses femmes dans ses rangs : plusieurs d'entre elles y furent très actives. Cela était-il dû au fait que les jeunes filles, rares à l'Université en général, étaient assez nombreuses à la Faculté des Lettres ? Mais comment expliquer alors que les jeunes filles formaient le 50% du MDE genevois, où les «lettreaux» étaient peu représentés ? Ce fait en soi – la sous-représentation féminine à l'Uni, ainsi que le recrutement à 100% masculin du corps enseignant – aurait pu ou dû susciter une réflexion et une revendication féministes. Or les témoignages recueillis semblent indiquer que le féminisme ne fut jamais au centre des préoccupations du MDE. Celui-ci estimait probablement que la lutte pour la démocratisation des études impliquait les femmes comme les hommes, et que ses avancées entraîneraient

72. Dossier sur ce thème in *Bulletin du MDE*, n° 11, s.d. [1962].

ipso facto une augmentation progressive du nombre d'étudiantes. Si l'on veut comprendre les choses sans projeter sur le passé des idées qui s'imposèrent plus tard, il ne faut pas oublier un fait culturel (que j'ai moi aussi personnellement vécu). Jusqu'à la réforme de 1956, une partie de l'école vaudoise était ségrégationniste, notamment en ville de Lausanne : classes souvent séparées pour filles et garçons en primaire, établissements distincts en secondaire. Cela explique une absence de sensibilité aux problèmes des filles, une gent qui nous était quasi étrangère... Le catéchisme et les JP (Jeunes Paroissiens) étaient alors une occasion, bénie, de rencontres féminines.

En revanche, l'aventure du MDE s'accompagna d'une certaine libération sexuelle, certes liée à la lecture du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, mais due surtout à la généralisation de la contraception (la « pilule » dès le début des années 60)⁷³. Cela favorisa les relations, éphémères ou non. Période « extrêmement heureuse » selon Sylvain Goujon : « il n'y avait pas d'efforts à faire pour draguer les filles. C'est elles qui charmaient les garçons »⁷⁴. Quant à l'homosexualité, elle était encore entourée de tabous. Cependant quelques « copines » du MDE, qui ne dissimulaient pas leur saphisme ou leur bisexualité à leurs amis, n'étaient l'objet d'aucune censure. Par ailleurs, la Librairie Rieben diffusait passablement d'ouvrages érotiques, de Sade à Bataille. C'est par elle que plusieurs membres du MDE entrèrent en contact avec le brûlot de Wilhelm Reich, *La fonction de l'orgasme*. L'étudiant bruxellois Michel Cattier, habitué du Barbare, joua un rôle pionnier pour faire connaître Reich, qui eut une influence certaine sur une partie de la jeunesse intellectuelle des années 60⁷⁵. Il s'impliqua dans l'étude méthodique de la vie et de l'œuvre de Reich, et dans la publication d'un livre de ce dernier devenu inaccessible, *La crise sexuelle de 1934*, mis au pilori à la fois par les staliniens, les nazis et la justice américaine. La bande de Fonction de l'orgasme annonçant pompeusement « Vers une orgasmothérapie ? », certains militants masculins du MDE estimaient nécessaire de faire bénéficier leurs camarades féminines de leurs recherches théoriques, parfois avec un machisme d'une étonnante naïveté : toute fille ayant cédé à leurs instances était natu-

73. Cf. les articles engagés « A propos du contrôle des naissances » de J.-P. Guignard (*Bulletin du MDE*, n° 3, juin 1960) et « Pour le contrôle des naissances » d'Edouard de Perrot, qui donne une information précise sur les différentes méthodes contraceptives (n° 6, s.d. [1961]).

74. Interview vidéo de S. Goujon, 20 novembre 2002.

75. En France aussi. Dans *Notre génération communiste, 1953-1968* (Paris : Laffont, 1977), Philippe Robrieux a bien décrit la profonde mutation scientifique, technologique mais surtout culturelle des années 60, caractérisées en particulier par une nouvelle manière d'appréhender la vie : « soudaine liberté des mœurs », « invasion des thèmes et du vocabulaire de la psychanalyse » (Wilhelm Reich, Erich Fromm, Jacques Lacan).

rellement considérée comme « de gauche ». Avaient-ils réellement lu Reich, et notamment son chapitre « L'irrationnel fasciste », où il montrait le parti qu'avait tiré Hitler des pulsions sadiques et agressives⁷⁶ ?

Anne Cuneo met un bémol à cet enthousiasme « jouissif » masculin. Évoquant une période très libre de sa jeunesse, son « féroce appétit d'"aventures" », mais aussi l'angoisse constante de la grossesse non désirée, un avortement subi dans des conditions très pénibles, ainsi qu'une fausse-couche, elle écrit : « Lausanne est une petite ville. Il m'en est resté un halo de "fille pas sérieuse" dont je souffrais parfois ; d'autant plus que je connaissais pas mal de copains qui faisaient comme moi et dont on ne disait pas qu'ils n'étaient pas sérieux, pour la bonne raison que c'étaient des hommes. »⁷⁷ On peut donc se demander si, malgré les professions de foi libératrices du MDE, les rapports traditionnels hommes-femmes en furent réellement modifiés pour autant.

Que l'on me passe cette analogie : il en allait de même pour les stupéfiants. Certes, le chanvre commençait à se répandre dans les milieux « branchés ». Mais tant le féminisme militant que la libération sexuelle ou l'usage de drogues, ces ingrédients si présents en Mai 68, n'étaient pas encore clairement perçus au début des années 60. Bernard Antenen a donc raison d'affirmer que «le MDE est donc bel et bien un mouvement non pas précurseur, mais d'avant 68»⁷⁸

En guise de conclusion

L'engagement du MDE a exercé une influence certaine sur l'attribution automatique de bourses d'études, condition d'une démocratisation des études universitaires. Pour une génération de jeunes gens, il a joué un rôle formateur éminent, sur les plans politique et intellectuel. Cela a été dit, je n'y reviendrai pas.

Mouvement, et non parti ou organisation fortement structuré, il se définit surtout par ses actions. Ce fut à la fois une force et une faiblesse. Dopé par telle manifestation, tel meeting, il pâtit en revanche de cette absence de structures solides alors qu'il était sur le déclin. Cette organisation, ces structures qui, *a contrario*, sauveront probablement le POP vaudois menacé dans son existence même, alors qu'éjecté du Conseil communal de Lausanne et ne comprenant plus que trois députés au Grand Conseil, il était, au milieu des années 80, au fond du trou. Mais étaient-elles compatibles avec un mouvement étudiant, par essence en renouvellement constant ?

76. Cf. l'article de Michel Cattier, «Une psychanalyse marxiste : Wilhelm Reich» in *Bulletin du MDE*, n° 12, mai 1963, pp. 34-36.

77. *Le temps des loups blancs*, p. 213.

78. Lettre à l'auteur, 18 octobre 2004.

Démocratique, le MDE le fut, sinon de manière toujours formelle, du moins par son absence d'orthodoxie, son ouverture d'esprit, la coexistence en son sein de tendances diverses, sa propension aux débats, et par l'absence d'un leader incontesté considéré comme omniscient. À ce propos, une remarque personnelle. Au contraire de tel ou tel mouvement « gauchiste » (pour simplifier) des années 70, imbu jusqu'à l'arrogance de sa certitude de détenir la Vérité théorique et persuadé de la nécessité de l'asséner aux autres, le MDE m'apparaît sympathique par une certaine modestie de ses membres, leur curiosité intellectuelle, leur soif d'apprendre au contact d'étudiants étrangers plus politisés, plus engagés, comme auprès de «vieux» militants de gauche rompus à l'action concrète.

Étudiant, le MDE prit soin de le rester, malgré son intérêt pour les problèmes du monde. Ou grâce à lui : le souci de l'universel ne devrait-il pas être le propre de l'universitaire? Sans trop se disperser, il sut garder les problématiques étudiantes (celle des boursiers, des étudiants de l'Est, des pays colonisés ou ex-colonisés, des insoumis français pendant la guerre d'Algérie...) au centre de ses préoccupations.

Dans son roman inédit, *La petite ville s'éveillait*, André Muret imaginait un nouveau type d'étudiant : non plus le fêtard adonné aux tournées de cafés, non plus même celui habité par une soif introvertie et nietzschéenne d'absolu, mais l'étudiant en prise avec le « Monde réel » cher à Louis Aragon⁷⁹. Malgré la méfiance de Muret envers le MDE et la volonté de ce dernier d'échapper à l'emprise du POP, on peut considérer que le Mouvement démocratique des étudiants, regroupement large et vivant de jeunes hommes et de jeunes femmes de gauche désireux de donner une place importante à la politique dans leur vie, répondait en partie à ses vœux.

Pour conclure, laissons la parole au journaliste radical anticonformiste Samuel Chevallier qui, suite au meeting pour l'Algérie du 1^{er} novembre 1960, exprime sa « joie de découvrir toute une jeunesse vivante, passionnée, pleine de foi. [...] Joie, oui, de voir une jeunesse universitaire disposée à "se mouiller", à prendre parti, à renoncer à cette attitude de supériorité écrasante qui fut la nôtre... Car nous étions, à leur âge, d'insupportables fils à papa [...] Quant aux problèmes réels, nous les envisagions de très haut. Ou bien, d'un mot bien sec, nous déclarions notre mépris de la politique et de ses contingences avilissantes »⁸⁰.

PIERRE JEANNERET

79. Voir P. Jeanneret, « André Muret romancier », *Cahier AEHMO* n° 19, 2003, pp. 55-70.

80. *Nouvelle Revue de Lausanne* du 5 novembre 1960.